

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1742 – 7 décembre 2001 – prix : 9F

# **Israël-Palestine**

**Un peuple  
qui en opprime  
un autre est  
lui-même victime**

**Police, justice, gendarmerie...**

**Le gouvernement aux prises  
avec ses propres services**

**pages 4 et 5**





## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 – Police, gendarmerie : recul gouvernemental
- Mobilisation des locataires aux Minguettes
- 5 – Justice : non, ce système n'est pas présumé innocent
- Les grandes puissances et les armes biologiques
- 10 – Les chômeurs sans garantie pour l'avenir
- A propos du troisième aéroport
- Elèves et professeurs en grève au lycée Confolens

### Tribune

- 6 – Non à la croisade de Bush et de Sharon

### Dans le monde

- 6 – Argentine : tour de vis surprise...
- 7 – Israël-Palestine : la fuite en avant du gouvernement Sharon
- 8/9 – Palestine : une population étranglée et acculée au désespoir
- Afghanistan : la conférence de Bonn et la sale guerre qui continue
- 16 – Etats-Unis : la faillite du groupe Enron...
- Danemark : poussée à droite

### Dans les entreprises

- 11 – La situation à Toulouse
- 12 – La grève chez Mc Donald's à Strasbourg-Saint-Denis (Paris)
- A propos des aides aux cliniques privées
- Grève des internes dans les hôpitaux
- 13 – A. Raymond Fixations – Saint-Frères – Kiabi

### En lutte

- 14 – Au Musée de l'Homme à Paris
- A l'Inspection académique de Nanterre

### Lire

- 15 – Victor Serge : *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques*
- John Le Carré : *La Constance du jardinier*

# Réunions publiques avec Arlette LAGUILLER

## TROYES

Judi 6 décembre  
à 20 heures  
Salle Jean-Jaurès  
Bourse du Travail

## SAINT-BRIEUC

Vendredi 7 décembre  
à 20 h 30  
Salle Equinoxe – Brézillet

## METZ

Dimanche 9 décembre  
à 16 heures  
Salle Braun –  
16, rue Mozart

## DENAIN

Mercredi 12 décembre  
à 18 h 30  
Salle « le Repère »  
rue Pierre-Bériot



## MONTPELLIER

Vendredi 14 décembre  
à 19 heures  
Salle Pelloutier  
Maison des syndicats  
Avenue Léon-Blum  
Quartier Antigone  
Tram arrêt Léon-Blum

## BREST

Mardi 8 janvier

## LONGWY

Dimanche 13 janvier

## HAGUENAU

Lundi 14 janvier

## SAINT-DIZIER

Mardi 15 janvier

## FORBACH

Mercredi 16 janvier

## CHALON-SUR-SAÔNE

Judi 17 janvier

## NEVERS

Vendredi 18 janvier

## BOURG-EN-BRESSE

Samedi 19 janvier

## TOULON

Dimanche 20 janvier

# Le XXXI<sup>e</sup> CONGRÈS DE LUTTE OUVRIÈRE

**Lutte Ouvrière a tenu son congrès annuel (1) le week-end dernier, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, dans la région parisienne, là où elle organise sa fête tous les ans. Ce congrès a réuni quelque deux cents délégués élus dans des assemblées locales, qui ont eu lieu en novembre, et s'est tenu – dans la limite des places disponibles – comme à notre habitude devant tous ceux de nos militants qui le souhaitent.**

Les discussions ont porté sur la situation économique et la situation politique internationale et nationale mais il a, par ailleurs, été presque entièrement consacré à la préparation de l'élection pré-

sidentielle et des élections législatives qui la suivront.

Tout d'abord le congrès a pris acte du fait qu'Arlette Laguiller avait obtenu les 500 promesses de signatures nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle.

Le congrès a approuvé la décision du Comité central de présenter des candidats de Lutte Ouvrière dans toutes les circonscriptions de l'hexagone aux élections législatives.

En plus des meetings d'Arlette Laguiller, dont le nombre total atteindra une cinquantaine d'ici la présidentielle, le congrès a décidé la poursuite des meetings organisés par les militants locaux de Lutte Ouvrière dans le maximum de villes du pays. Une centaine ont déjà été organisés ou sont prévus en novembre-décembre 2001. Ces meetings seront multipliés au

premier trimestre 2002, qui précède la présidentielle.

Par ailleurs, un rapport a été présenté sur les résultats des élections municipales et surtout sur l'orientation qu'avait prise l'organisation de développer une activité locale dans les villes où elle avait présenté des listes.

Le bilan de cette activité se révèle extrêmement positif et il a donc été décidé de continuer dans cette voie, et d'utiliser les législatives qui auront lieu après la présidentielle pour l'étendre au maximum.

Au travers de cette activité, Lutte Ouvrière a rencontré un public nouveau pour son hebdomadaire, un public populaire plus large et plus diversifié que celui des grandes entreprises dans lesquelles les groupes de Lutte Ouvrière sont implantés.

Après cette discussion, le congrès – constatant que les ventes équilibraient parfaitement les dépenses de fabrication – a décidé de ramener le prix de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* de 1,37 euro (9 F) à 1 euro à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'augmentation prévisible des ventes de l'hebdomadaire lors de la campagne électorale devant compenser cette diminution du prix, destinée avant tout à faire de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* une publication encore plus populaire.

A l'issue de ce congrès, le Comité central a été élu, lequel a désigné les membres du Comité exécutif.

(1) Rappelons que Lutte Ouvrière est le seul parti politique à tenir régulièrement un congrès chaque année.

## LUTTE OUVRIÈRE

**Union Communiste (Trotskyiste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste**

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE**

### LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail : [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Smulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13000 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 La Blanc-Mesnil – 01 48 142 165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

### SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL et VILLE : .....  
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement :  
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,  
– par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 3 décembre 2001

# UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE EST LUI-MÊME VICTIME

■ On ne peut qu'être ému et horrifié par les attentats-suicides en Israël, l'un dans un bus bondé et deux dans une rue piétonnière, qui ont fait 30 morts et près de 200 blessés. Les victimes sont des civils, des enfants, des jeunes, comme il s'en trouve dans les quartiers populaires, un samedi, dans bien des endroits du monde. On ne peut que condamner ceux qui ont conçu et préparé ce carnage, qui n'avance en rien la cause du peuple palestinien que les auteurs de ces attentats prétendent défendre.

Mais pourquoi les responsables des mouvements intégristes qui pratiquent le terrorisme trouvent des exécutants au point de pouvoir se vanter qu'ils ont de quoi perpétrer des attentats du même genre pendant vingt ans, s'il le faut ? Un des hommes qui a explosé en même temps que la ceinture de bombes qui l'entourait n'avait que 17 ans ! Combien d'humiliations, combien de frustrations, combien de désespoirs derrière le geste d'un jeune qui, pour faire le maximum de victimes, a choisi de se tuer lui-même ?

Depuis plusieurs décennies, le peuple palestinien est soumis à un régime d'occupation militaire par un État d'Israël supérieurement armé ; un peuple qui a été spolié de ses terres et dont une grande partie s'entasse dans les camps de réfugiés des pays voisins ; un peuple à qui on ne reconnaît, en guise d'État national et depuis quelques années seulement,

qu'une « Autorité palestinienne » sur un territoire minuscule, morcelé, un véritable camp de concentration pour pauvres.

C'est cette situation sans espoir et sans perspective qui a conduit la jeunesse palestinienne à la révolte de l'Intifada. Pour tenter d'écraser la révolte, l'armée israélienne donne systématiquement ses chars et ses hélicoptères de combat contre une population palestinienne désarmée.

Cette guerre menée au peuple palestinien depuis quatorze mois a fait plus de 1 000 morts et 30 000 blessés. Elle a transformé les territoires réservés aux Palestiniens en champs de ruines dont les habitants sont condamnés à la faim chaque fois que les points de passage sont fermés par Israël. Ariel Sharon prétend résoudre le problème palestinien dans le sang et dans la violence, par le terrorisme d'État. Mais il a beau réprimer et affamer, cela ne met pas fin à la guerre mais, au contraire, pousse un nombre croissant de jeunes vers la résistance et vers les actions suicides.

Alors, comment ne pas être écœuré par les réactions des dirigeants du monde impérialiste qui, de Bush à Chirac, en passant par Jospin, font mine de s'indigner, moralisent et appellent le peuple palestinien au calme, mais laissent en même temps les mains libres à l'homme d'extrême droite Sharon. Ce sont les grandes puissances qui ont créé cette situation inextricable où deux peuples vivant sur le même territoire sont

dressés l'un contre l'autre. Ce sont ces grandes puissances qui ont voulu faire de l'État, créé notamment par des juifs fuyant l'Europe après les horreurs du nazisme, un gardien de la domination impérialiste sur les peuples arabes des alentours.

Les deux peuples auraient pu vivre ensemble fraternellement. Mais il aurait fallu une politique orientée dans ce sens. Il aurait fallu faire en sorte que l'État d'Israël nouvellement créé ne soit pas un instrument de spoliation du peuple palestinien et un instrument d'oppression.

Ce n'est pas ce qu'ont fait les dirigeants successifs d'Israël. Leur responsabilité est grande non seulement vis-à-vis du peuple palestinien mais aussi vis-à-vis de leur propre peuple qu'ils ont conduit dans une impasse. Si la situation est désespérée pour le peuple palestinien, elle est en train de le devenir aussi pour le peuple israélien. L'un subit jour après jour le terrorisme d'État d'Israël et l'autre subira de plus en plus le terrorisme individuel que le terrorisme d'État suscite. C'est cette situation-là que protègent les grandes puissances.

Tant que durera l'oppression, il y aura des hommes pour choisir de mourir plutôt que de vivre dans l'humiliation. Qui sème la violence récolte le désespoir. Des deux côtés cependant, ce ne sont pas les responsables, mais les peuples qui paient.

Arlette LAGUILLER



## RÉUNIONS PUBLIQUE DE LUTTE OUVRIÈRE

6 décembre

Delle, Territoire de Belfort  
Saint-Etienne du Rouvray, Seine-Maritime

7 décembre

Baume-les-Dames, Doubs  
Dijon Fontaine d'Ouche, Côte-d'Or  
Jouy-le-Moutier, Val-d'Oise  
Ermont, Val-d'Oise  
Landrecies, Nord  
Lourdes, Hautes-Pyrénées  
Neuilly-Saint-Front, Aisne

8 décembre

Bellegarde, Ain  
La Charité-sur-Loire, Nièvre  
L'Aigle, Orne  
Munster, Haut-Rhin  
Naintré, Vienne  
Nemours, Seine-et-Marne  
Rambouillet, Yvelines  
Roye, Somme

11 décembre

Montélimar, Drôme  
Les Aix-d'Angillon, Cher

12 décembre

Briouze, Calvados  
Castelnaudary, Aude  
Céret, Pyrénées-Orientales  
Langres, Haute-Marne  
Montlouis, Indre-et-Loire  
Pontarlier, Doubs  
Tarare, Rhône

13 décembre

Issoudun, Indre  
Rochefort, Charente-Maritime  
Sablé-sur-Sarthe, Sarthe  
Saint-Amand-Montrond, Cher  
Vire, Calvados

14 décembre

Altkirch, Haut-Rhin  
Fécamp, Seine-Maritime  
Fère-en-Tardenois, Aisne  
La Ferté-sous-Jouarre, Seine-et-Marne  
Le Tréport, Seine-Maritime  
Molsheim, Bas-Rhin  
Seurre, Côte-d'Or  
Soissons, Aisne  
Ussel, Corrèze

15 décembre

Annemasse, Haute-Savoie  
Annonay, Ardèche  
Argenton-sur-Creuse, Indre  
Carignan, Ardennes  
Cernay, Haut-Rhin  
Égletons, Corrèze  
Le Cateau-Cambrésis, Nord  
Noyon, Oise  
Pithiviers, Loiret  
Sedan, Ardennes  
Saint-Cyr-L'École, Yvelines  
Saint-Yorre, Allier

16 décembre

Cosne-sur-Loire Nièvre

18 décembre

Crévecoeur-le-Grand, Oise  
Voiron, Isère

19 décembre

Auch, Gers  
Lure, Haute-Saône  
Marquise, Pas-de-Calais  
Ornans, Doubs  
Schirmeck, Bas-Rhin  
Saint-Claude, Jura

20 décembre

Coulommiers, Seine-et-Marne  
Le Blanc, Indre  
Saint-Georges-lès-Baillargeaux, Vienne  
Sancoins, Cher  
Aubigny-sur-Nère, Cher  
Tulle, Corrèze

21 décembre

Bernay, Eure  
La Châtre, Indre  
Mehun-sur-Yèvre, Cher

29 décembre

Loudun, Vienne

## Leur société

### Police, gendarmerie...

# RECU GOUVERNEMENTAL

**Encouragés par les résultats obtenus par leurs collègues policiers, les gendarmes s'y sont mis à leur tour.**

Dans une situation pire encore que les policiers, ils n'ont pas le droit de grève. Militaires, leur statut ne leur permet même pas de manifester publiquement. Pourtant, après qu'ils eurent tenté de se faire entendre au travers des protestations exprimées par leurs compagnes, ils ont franchi le pas, dans la région de Montpellier, en s'exprimant devant des caméras de télévision. En Aquitaine, ils ont entamé une grève du zèle, qui consiste à fermer les yeux sur de petites contraventions. Et les manifestations publiques se multiplient chaque jour. Pour l'instant, leur ministre de tutelle, celui de l'Armée, fait la sourde oreille.

Les policiers avaient su faire reculer leur « patron », le ministre de l'Intérieur Daniel

Vaillant bien plus vite que n'ont pu le faire d'autres salariés de l'Etat qui attendent toujours qu'on leur accorde ce qu'ils demandent : des effectifs supplémentaires pour faire face convenablement à leurs tâches, et des salaires qui leur permettent de vivre convenablement. C'est le cas du personnel des hôpitaux publics, mais aussi d'autres fonctionnaires et des travailleurs des services publics.

La rapidité relative de ce recul gouvernemental s'explique. Car la police, mais aussi les gendarmes, exercent des fonctions qui sont utiles à l'ensemble de la collectivité, en assurant des tâches de sécurité nécessaires à la vie collective, pour un salaire et dans des conditions de travail, on a pu l'apprendre, qui ne valent guère mieux que ceux des salariés du bas de l'échelle. Mais elle accomplit une tâche particulière qui rend l'Etat plus sensible à ses exigences.

C'est qu'ils sont les gardiens

de l'ordre, comme on dit. Cet ordre-là ne se limite pas à faire en sorte que le code de la route soit respecté, ou que les baigneurs puissent nager en sécurité. C'est aussi l'ordre social, qui consiste à maintenir la division entre ceux qui peuvent s'enrichir par l'exploitation du travail du plus grand nombre d'un côté, et ceux que leur travail, quand ils ont la chance d'en avoir encore un, laissent toujours démunis. Ils sont là pour empêcher que ceux d'en bas, quand ils n'acceptent plus le sort qu'on leur fait, quand ils refusent, par exemple, l'injustice des licenciements et se mettent en colère, bouleversent cet ordre. Cet ordre, la droite le défend ouvertement, elle le justifie comme immuable et naturel. Mais c'est finalement aussi ce que fait la gauche actuelle, celle de Jospin, Fabius, Guigou, Vaillant, qui eux aussi expliquent aux travailleurs que cet ordre est le seul possible et qu'au mieux, on ne peut que le réguler.

Certes, les syndicalistes

policiers, en utilisant les opportunités de la situation, n'avaient pas en tête que la défense des intérêts matériels de ceux dont ils se disent les représentants. Sans doute, certains avaient-ils des arrière-pensées politiciennes.

Ceci dit, ils ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail, et montré que, pour se faire entendre de l'Etat-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue.

Une leçon à retenir et qui peut servir à ces flics qui réclamaient, dans leurs manifestations, « du blé pour les poulets ». Il faut souhaiter que, lorsqu'ils se trouveront face à des travailleurs qui réclameront la même chose qu'eux, qui défendront dans la rue ou dans la grève leurs emplois, au moment où on les enverra « casser du gréviste », ils s'en souviendront.

J.-P. V.

## DIFFAMATION

Un journaliste de *L'Express* (1), du nom de François Koch, vient d'être condamné par un jugement en appel en date du 22 novembre 2001 de la 1<sup>re</sup> chambre, section B de la cour d'appel de Paris, pour diffamation envers un de nos camarades (R. Barcia, alias Hardy) pour des affirmations le concernant contenues dans un pamphlet extrêmement critique, c'est le moins qu'on puisse dire, envers Lutte Ouvrière, paru juste avant les élections européennes et annoncé comme tel aux libraires (aucun rapport évidemment).

Ce jugement confirme le précédent, rendu pour les mêmes faits le 5 mai 2000 par la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal de Grande Instance de Paris, jugement contre lequel ce journaliste avait fait appel.

Rappelons aussi que ce même journaliste avait déjà été condamné pour diffamation envers les responsables de deux petites entreprises, dans lesquelles certains de nos camarades travaillaient, pour avoir écrit dans *L'Express* qu'ils avaient licencié deux collaboratrices sous prétexte qu'elles avaient des enfants.

(1) *L'Express* est une filiale du groupe de presse Havas, lui-même filiale du trust Vivendi.

## Aux Minguettes (Vénissieux-Rhône)

# MOBILISATION DE LOCATAIRES

**Lors de la régularisation des charges 2000, des locataires de l'OPAC du Grand Lyon aux Minguettes ont eu la mauvaise surprise de découvrir qu'ils devaient s'acquitter de sommes importantes, allant parfois jusqu'à 4000 ou 10000 francs.**

Les habitants de la Darnaise, boulevard Lénine, ont alors décidé de s'organiser pour essayer de comprendre et demander des comptes à l'OPAC. Regroupés au sein du « groupe du mardi », ils se réunissent, ont comparé leur loyer et ont décidé d'organiser une réunion avec l'OPAC, afin que les responsables s'expliquent sur les hausses démesurées : plus 55% pour l'eau chaude, plus 27% pour le chauffage, plus 30% pour les ascenseurs, et pour couronner le tout, il est annoncé pour cette année, une hausse de 15% des provisions de charges, appliquée depuis octobre !

Pour les locataires, dont la plupart ont des revenus modestes, la coupe est pleine. C'est dans ce climat que la réunion avec l'OPAC s'est déroulée, le mardi 13 novembre. Les locataires sont venus massivement (une centaine)

pour exprimer leur révolte, leur incompréhension, d'autres pour dire qu'entre nourrir leurs enfants et s'acquitter auprès de l'OPAC, leur choix était fait, ils ne pourraient payer le surcoût. Beaucoup ont expliqué que les conditions d'habitation étaient de plus en plus précaires : insécurité, ascenseurs en panne, allées dégradées, joints des fenêtres si vieux que l'air passe dans les appartements... Avec les hausses de charges, une femme expliquait que la moitié de son RMI passait dans le loyer, une autre témoignait qu'au moment d'accoucher de son premier enfant, l'ascenseur était en panne, elle avait dû descendre onze étages sur les épaules de son mari. De nouveau en ceinture, elle s'angoissait à l'idée que cela puisse recommencer...

Les habitants comprennent d'autant moins qu'un office tel que l'OPAC, à fonction sociale, ne tienne pas son rôle. Quelques réponses ont été données : droit des locataires d'accéder à leurs factures afin de vérifier les conditions de la gestion, et après enquête des locataires, le constat a été établi que l'OPAC était « surtaxé » par la chaufferie de Vénissieux. La gestion de la chaufferie a été concédée par la munici-

palité à la SECV, société privée qui appartient au groupe Dalkia, dont les principaux actionnaires sont Vivendi et la Lyonnaise des Eaux. En effet, avec les hausses, le mètre cube d'eau chaude équivaut (appliqué à l'OPAC du Grand Lyon) à 82 F ! L'écart entre bailleurs, appliqué par la SECV qui gère la chaufferie, est impressionnant : l'OPAC du Rhône fait payer 71 F/m<sup>3</sup>, d'autres bailleurs des tarifs inférieurs de 11 à 18 F par m<sup>3</sup>... La seule explication avancée est la non-maîtrise de la chaufferie, qui n'utilise qu'une seule énergie et a répercuté l'augmentation du fuel. Ce sont donc les locataires des immeubles collectifs qui ont dû supporter les hausses de charges les plus importantes de l'agglomération. Et l'écart entre les prix imposés aux OPAC reste pour le moment inexpliqué.

Les locataires, même si dans l'immédiat, ils n'ont pas obtenu de réponses fermes, restent mobilisés. Ils ont bien compris que par cette mobilisation, ils étaient une force. Déjà, après avoir rencontré des élus, ceux-ci se sont engagés à demander un moratoire sur les dernières augmentations. Mais les locataires sont intransigeants et veulent la suppression des hausses de charges.



# Justice **NON, CE SYSTÈME N'EST PAS PRÉSUMÉ INNOCENT**

**Sur fond de démagogie sécuritaire, l'affrontement entre la droite et la gauche a connu un nouvel épisode...**

Partant du fait qu'un juge des libertés et de la détention, fonction introduite par la loi sur la présomption d'innocence votée en juin 2000, avait décidé de laisser en liberté provisoire un homme fortement soupçonné d'être un trafiquant de drogue et qui en a profité pour prendre la poudre d'escampette, la droite s'en est donnée à cœur joie. S'appuyant sur le fait que c'était le deuxième cas en quelques semaines, après la tragique affaire dans laquelle était impliqué un dangereux truand (dont le cas ne relevait d'ailleurs pas de la loi de présomption d'innocence), Chirac s'est fendu d'un communiqué pour dénoncer « les dysfonctionnements répétés de la justice ». Les parlementaires de droite ont donc sauté sur l'occasion.

Rappelons cependant que cette loi dite « de présomption d'innocence », élaborée alors qu'Elisabeth Guigou était ministre de la Justice, recueillait l'assentiment d'un large éventail de parlementaires, y compris d'une grande partie de la droite. Ces derniers l'avaient d'ailleurs votée en commission. Et si finalement, lors de son adoption, ils s'étaient abstenus, c'était parce que, disaient-ils, cette loi ne garantissait pas suffisamment les droits du justiciable. D'ailleurs nombre de personnalités de droite, qui aujourd'hui la condamnent, n'ont pas hésité à invoquer cette présomption d'innocence lorsque eux-mêmes, ou leurs amis, ont eu maille à partir avec la justice. Rappelons aussi que cette loi ne faisait que s'aligner sur ce qui existait déjà dans nombre de pays d'Europe occidentale.

En fait, si cette loi bénéficiait alors d'un aussi large consensus dans les milieux politiques, et dans les milieux d'affaires, c'était en grande partie parce que nombre de politiciens et de PDG se trouvaient et se trouvent encore sous le coup de procédures judiciaires, à commencer par Chirac. Une situation qui n'est pas une exclusivité de droite.

Cette réforme avait immédiatement provoqué la grogne chez les magistrats, les juges, les policiers. Si derrière cette grogne, il y avait des arrière-pensées qui ne relevaient pas toujours d'une volonté d'abou-

tir à une justice plus juste, elle était cependant fondée sur le fait que cette réforme avait été adoptée, comme souvent, sans que les moyens financiers et humains, qui auraient permis de la mettre en œuvre, suivent.

Hier donc, la lutte contre une justice pas assez soucieuse des droits des justiciables était de mode. Aujourd'hui, droite et gauche confondues font la sur-enchère inverse et estiment que cette justice est trop laxiste, qu'il faut en venir, ou plutôt en revenir, à la « tolérance zéro ».

Sauf que ce prétendu laxisme n'a jamais été appliqué de la même façon aux petits délinquants, dont certains deviennent grands grâce à leur passage en prison préventive, qu'aux délinquants de haut vol qui ont trafiqué dans la vente d'armes, mais qui ont, eux, des appuis et des relations.

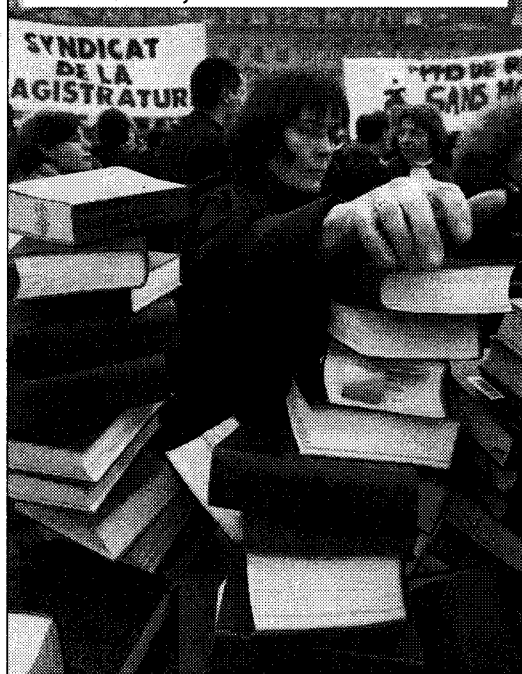
Et ça n'est pas pour rien si on pense, dans la jeunesse des quartiers pauvres et dans les milieux populaires, qu'il y a une justice à deux vitesses, plus dure aux pauvres qu'aux riches. Sur les 53 000 détenus en juin 2000 au moment du vote de la loi sur la présomption d'innocence,

34,8 % étaient en préventive. La proportion a diminué depuis, faiblement, sans qu'il y ait un rapport entre ces chiffres et l'accroissement de l'insécurité, et de l'inquiétude qu'elle engendre dans la population.

Les démagogues de droite et de gauche le savent fort bien. Mais cela ne les empêche pas de se servir de faits divers et de statistiques présentées de façon tendancieuse, pour alimenter une inquiétude réelle, parfois fondée, sans proposer d'autre remède que de voter pour eux. Sans même se soucier du fait qu'en agissant de la sorte ils alimentent le fonds de commerce d'un Le Pen.

Ils n'ignorent pas que la grande délinquance, le grand banditisme ont toujours existé et ne sont pas liés au contexte

**Lors d'une manifestation de magistrats sous les fenêtres du ministre de la Justice, au début de cette année.**



social et économique. Ils savent tout autant qu'il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de la petite délinquance, ou tout bonnement de l'incivilité qui grandit, surtout dans les banlieues pauvres.

Il est trop facile de parler de l'abdication des parents, comme le font tous ces élus pères fouet-

tards qui lésinent sur les moyens qui permettraient efficacement de limiter la dégradation de la situation : un travail pour tous, des logements accueillants, les moyens matériels, mais aussi culturels, aux parents qui en sont démunis, comme ceux qui ne parlent pas le français, leur permettant d'agir auprès de leurs enfants, dès le plus jeune âge, à l'âge où cette intervention est déterminante ; et aussi des écoles qui permettent d'accueillir ces enfants, dans un cadre qui soit lui aussi accueillant, avec des enseignants, du personnel en nombre nécessaire qui puisse contribuer à changer les comportements.

Voilà à quoi devraient oeuvrer tous ces bons apôtres qui font la chasse à l'électeur en faisant semblant de pourchasser l'insécurité. Cette politique coûterait cher ? Sûrement plus que de construire quelques maisons de correction, quelques prisons qui – et les démagogues le savent bien – sont d'une totale inefficacité. Mais sûrement moins que l'argent distribué aux grands patrons et autres actionnaires. Moins aussi que le coût social dû à l'incurie des gouvernements qui se sont succédé et qui n'avaient d'yeux que pour les riches.

C'est un choix de société, incontestablement. Mais leur société, leur jungle pourrait-on dire, n'est pas faite pour les femmes et les hommes qui y vivent, si on excepte une minorité qui en profite.

Jean-Pierre VIAL

## Les grandes puissances et les armes biologiques :

### CHUT !

**Les « grandes puissances » ne veulent aucun contrôle des arsenaux suréquipés qu'ils entretiennent. La conférence sur les armes biologiques, qui s'est terminée le 23 novembre à Genève, a permis de le vérifier une fois de plus.**

La convention de 1972 interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'acquisition d'armes biologiques avait été ratifiée par 143 pays, dont les Etats-Unis. Puis on en est resté là, car aucun contrôle n'a été mis au point, permettant de vérifier si les Etats appliquent la convention qu'ils ont signée.

Un protocole additionnel sur ce contrôle est bien en élaboration depuis 1995. Mais les discussions semblent ne devoir jamais finir, car les Etats-Unis y sont opposés. Ils ont en juillet dernier refusé tout

contrôle international sur leurs laboratoires et leurs arsenaux. Et le 19 novembre, à Genève, un des sous-secrétaires d'Etat américains a réaffirmé l'inutilité de ce protocole additionnel et l'hostilité de son pays à tout contrôle imposé, accusant du même coup un certain nombre de pays – l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Libye, le Soudan, la Syrie – d'avoir violé la convention sur les armes biologiques, selon le principe que ce qui serait autorisé aux Etats-Unis ne l'est pas pour d'autres. Ce refus du contrôle par les Etats-Unis signifie que ceux-ci continuent les recherches sur les armes biologiques, et peut-être même leur production massive. Car, qui n'a rien à cacher... !

La convention internationale, pas très rigoureuse, autorisait les Etats à poursuivre des recherches défensives à petite échelle et à conserver quelques

stocks. Ceux des Etats-Unis et de la Russie se comptent officiellement en dizaines de tonnes. Aujourd'hui, le refus du contrôle prend pour prétexte la sécurité nationale, après les attentats du 11 septembre. L'existence de stocks représente un risque et n'a rien de rassurant pour la population. Cela ne consolerait ni les victimes ni leur famille d'apprendre un jour peut-être que le bacille provenait de laboratoires ou de stocks dépendant de la Défense américaine.

Et puis cela confirme que les états-majors et les dirigeants des Etats se préparent à des guerres éventuelles. Et celle que les Etats-Unis mènent en Afghanistan n'est pas virtuelle en utilisant des moyens de destruction les plus meurtriers et les plus aveugles. La biologie vue sous l'angle militaire, cela ne fait pas de détails.

Vincent GELAS

**VIE SAUVE ET LIBERTÉ POUR MUMIA ABU-JAMAL !**

Lutte Ouvrière est partie prenante de l'appel à la

**MANIFESTATION À PARIS SAMEDI 8 DÉCEMBRE À 14H PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# NON À LA CROISADE DE BUSH ET DE SHARON

Après les morts de Jérusalem et de Haïfa, Israël envoie ses hélicoptères, ses missiles, ses chars contre les villes palestiniennes où ils feront des victimes tout aussi innocentes dans la population.

Aussi insoutenables et injustifiés que soient les attentats qui viennent d'ensanglanter une nouvelle fois Israël, ils ne peuvent faire oublier que depuis un peu plus d'un an, plus de 1 000 morts dont 800 Palestiniens, sont tombés victimes les uns comme les autres d'une politique choisie par les actuels dirigeants israéliens, Sharon en tête. Cette politique, c'est celle de la colonisation, de la volonté de cantonner les Palestiniens sur des territoires de plus en plus restreints, d'annexer Jérusalem, et d'empêcher par tous les moyens la constitution d'un véritable Etat palestinien.

Comment la population palestinienne chassée d'une grande partie de ses terres déjà depuis la création de l'Etat d'Israël en 1947, peut-elle accepter de vivre dans la situation misérable à laquelle les dirigeants israéliens veulent la condamner? Ces dernières années les Territoires palestiniens ont été peu à peu réduits par des nouvelles implantations israéliennes pendant que s'entassaient sur les parties les plus déshéritées du pays toujours davantage de Palestiniens et que dans les pays limitrophes les camps de réfugiés des précédentes guerres se perpétuent dans des conditions tout autant misérables.

La provocation de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées il y a un peu plus d'un an, qui a déclenché la nouvelle « Intifada », s'est traduite par un bouclage des territoires sous autorité palestinienne, fermant la possibilité aux ouvriers palestiniens de travailler en Israël et condamnant au chômage une nouvelle et importante fraction de la population. L'armée israélienne empêche de passer d'un territoire à un autre sans de multiples détours et paralyse de ce fait la déjà faible économie palestinienne. Sans terre à cultiver, sans travail, sans eau, sans hygiène, sur des territoires de plus en plus exigus, victimes des raids et vexations de l'armée israélienne, comment toute la population ne serait-elle pas poussée à la révolte?

Peut-on vraiment s'étonner que les circonstances actuelles fabriquent parmi sa jeunesse de plus en plus de « kamikazes »?

Alors que G. Bush et les dirigeants des grandes puissances européennes, dont ceux de la France, somment Yasser Arafat et « l'Autorité palestinienne » d'arrêter les terroristes palestiniens, ils ne font rien pour arrêter le terrorisme de Sharon et de l'armée israélienne qui a pourtant fait quatre fois plus de victimes palestiniennes. Ils ont fait mine après les attentats de New York et de Washington d'appuyer la constitution d'un Etat palestinien, le temps d'essayer de neutraliser l'opinion des peuples arabes et d'entraîner leurs gouvernements à soutenir leur intervention en Afghanistan. Mais une fois l'Afghanistan bombardé, les dirigeants impérialistes appuient ouvertement Sharon. Celui-ci se voit ainsi récompensé dans son obstination à utiliser la « croisade de Bush » pour continuer sa politique de conquête, en assimilant Arafat et Ben Laden.

Un nouveau pas dans la guerre est franchi. Les Palestiniens en seront les premières victimes et les Israéliens n'en seront pas davantage en sécurité. Sharon et ses alliés démoliront un peu plus, ou même peut-être beaucoup plus « l'Autorité palestinienne », ce semblant d'Etat qu'ils auraient voulu davantage un outil de répression contre le peuple palestinien. Ils favoriseront, davantage qu'ils ne l'ont déjà fait, les mouvements réactionnaires et religieux terroristes. Ils le savent, mais cela leur donnera d'autant plus de prétextes pour accentuer les opérations militaires.

Nul ne saurait prédire avec une telle logique, qu'après l'Afghanistan et la Palestine, la guerre ne s'étendra pas à de nouveaux pays. Si les dirigeants politiques qui prétendent parler en notre nom sont prêts à marcher et nous faire marcher pour cette politique criminelle, il faut d'urgence leur faire entendre que nous ne l'accepterons pas.

**Editorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle du lundi 3 décembre 2001**

Convergences Révolutionnaires n° 18 (novembre-décembre 2001)

Un dossier sur l'Afghanistan, l'islamisme et la guerre impérialiste.

Des articles : le 31<sup>e</sup> congrès et la mutation du PCF - Face à la déferlante des licenciements qui continuent, quel riposte? - La situation des travailleurs toulousains après l'explosion de l'usine AZF.

Pour se procurer ce numéro, 10F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60F, de soutien, 100F.

## Dans le monde

### Argentine

# UN TOUR DE VIS SURPRISE DANS UN PAYS DÉJÀ EXSANGUE

**Samedi 1<sup>er</sup> décembre, le ministre argentin de l'Economie a pris par surprise la population en annonçant que les retraits bancaires seront désormais limités à 250 pesos (en théorie, le peso vaut autant qu'un dollar), soit un retrait d'environ 1 800 francs par compte bancaire et par semaine. Il sera d'autre part interdit de quitter le pays avec plus de mille dollars sur soi.**

C'est avec une mesure qui, pour le moment, a eu surtout pour conséquence d'affoler la population, que le président argentin Fernando De la Rúa et son ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, qui viennent tous deux de subir un revers électoral, prétendent enrayer une fuite des capitaux évaluée à trois milliards de dollars rien que pour le mois de novembre et à 700 millions de dollars pour la seule journée du vendredi 30 novembre.

Si les capitaux fuient l'Argentine, c'est que les porteurs de capitaux, les vrais, pas les salariés argentins à qui le gouvernement vient de décider de compliquer une existence déjà passablement difficile, mais les groupes capitalistes, les établissements financiers, les spéculateurs, ne croient plus que les dirigeants argentins seront capables de sortir l'économie de la récession et de l'endettement qui la frappent depuis des années. Les difficultés économiques ont pris de telles proportions que les experts, qui calculent les risques d'investissement dans les différents pays du monde, classent désormais l'Argentine dans les pays à très haut risque. Cela a eu pour conséquence, tous ces derniers mois, de ralentir puis de geler les opérations financières que différentes entreprises, espagnoles ou autres, avaient pu envisager dans ce pays, en même temps que cela entraînait un ralentissement de l'activité productrice du pays.

La panique déclenchée par cette nouvelle décision concernant les retraits bancaires a vidé les distributeurs de billets en un rien de temps, rendant impossibles y compris les retraits simplement nécessaires aux dépenses quotidiennes de la population. Et, comme pour illustrer l'im-

passé dans laquelle se trouve aujourd'hui ce pays, en même temps que se vidaient les guichets à billets, la rumeur a couru que le pays était au bord de la dévaluation.

Le gouvernement continue de défendre bec et ongles la parité entre le dollar et le peso et dit toujours qu'il n'a pas l'intention de dévaluer. C'est pour tenter de maintenir la parité qu'il multiplie les plans et les mesures d'austérité. Mais en limitant les retraits dans un pays où la carte de crédit sert, pour l'essentiel, à retirer l'argent nécessaire à l'existence quotidienne, et où les petits commerçants ne sont guère disposés à s'équiper à leurs frais en machines à lire les cartes de crédit, le gouvernement risque de ralentir encore une consommation déjà bien mal en point avec la montée du chômage et le développement rapide de la misère, auxquels on a assisté ces derniers mois.

Finalement, sous la pression des banquiers internationaux qui acceptent encore de prêter à l'Argentine pour éviter la faillite, il sera peut-être mis fin au dogme actuel interdisant la dévaluation. Divers économistes internationaux agitent cette idée comme une solution pour relancer l'économie argentine ; mais ce serait là encore peut-être une solution pour sortir des difficultés divers groupes et établissements financiers, argentins ou étrangers, alors que pour la population ce ne serait qu'une autre façon de lui faire payer le marasme économique actuel. Car qui dit dévaluation dit également renchérissement du prix des produits sur le marché intérieur.

Quelle que soit la façon dont on retourne le problème, les classes pauvres, la masse des travailleurs avec ou sans emploi ne peuvent faire confiance à des équipes dirigeantes qui n'ont pour objectif que de préserver les intérêts des classes riches. Ils n'ont pas d'autre choix que la lutte pour imposer leur droit à la vie. Une voie difficile, mais qui est la seule s'ils ne veulent pas que ce soit, une fois encore, les plus riches qui tirent leur épingle du jeu.

J. F.



## Israël-Palestine

# LA FUITE EN AVANT DU GOUVERNEMENT SHARON

Une fois de plus, la réaction des dirigeants israéliens aux attentats suicide commis dans les rues de Jérusalem et Haïfa a été la fuite en avant. L'armée israélienne a détruit une série de bâtiments de l'Autorité palestinienne, détruit les hélicoptères et l'héliport de Gaza utilisés par Yasser Arafat pour ses déplacements, assiégé celui-ci dans la ville de Ramallah. En même temps qu'il privait ainsi le dirigeant palestinien de toute liberté d'action, le général Sharon a asséné dans ses discours qu'Arafat « est responsable de tout ce qui s'est passé », qu'il aurait choisi « la stratégie du terrorisme » et qu'Arafat serait même aujourd'hui « le plus grand obstacle à la paix et à la stabilité au Proche-Orient ».

### UNE GUERRE AU PEUPLE PALESTINIEN

Sharon ne croit même pas à ce qu'il dit. Il sait très bien que le leader palestinien ne peut mettre fin aux attentats suicide décidés par les islamistes du Hamas. Il sait très bien que la politique de force d'Israël ne fait qu'acculer Arafat et affaiblir chaque jour un peu plus son autorité dans le camp palestinien. Mais visiblement il s'en moque, car il cherche d'abord à démontrer à son propre camp que Sharon est bien toujours le même, le général jusqu'au boutiste de l'expédition militaire au Liban, le pionnier du « grand Israël » et de la colonisation des Territoires palestiniens. Il n'est pas question pour lui de donner la moindre prise aux surenchères venant des partis d'extrême droite présents dans son gouvernement. Quant aux Travailleurs, présents eux aussi dans ce gouvernement d'union nationale et qui protestent timidement, par la bouche de Shimon Peres, contre la stratégie de destruction de l'Autorité palestinienne choisie par Sharon, celui-ci sait très bien qu'ils s'aligneront, comme ils l'ont toujours fait, sur la politique de guerre à outrance de la droite israélienne. Et peu lui importe si d'ailleurs ils ne le font pas.

Il se trouve pourtant encore des commentateurs, en France par exemple, pour faire semblant de se demander gravement ce que peut faire Arafat et si celui-ci au point où il en est peut « reprendre le dialogue ». Comme si le gouvernement israélien lui en proposait un, et comme si dans cette situation le leader palestinien avait un quelconque choix ! Ce type de commentaire est surtout une façon de ne pas parler du choix conscient fait par les dirigeants israéliens, qui est d'accentuer la guerre faite à l'ensemble du peuple palestinien par l'occupation militaire, par le bouclage des Territoires, par les incursions militaires et les assassinats, par le mépris, par la spoliation et par la faim.

Ce choix, c'est au fond celui qu'ont toujours fait les dirigeants israéliens, à de brèves parenthèses près. Une autre politique aurait été possible, et le reste d'ailleurs, pour rechercher une coexistence fraternelle entre les deux peuples, israélien et palestinien. Mais les dirigeants d'Israël ont choisi à chaque étape, à chaque crise, d'affirmer une politique de force à l'égard des Palestiniens et même de l'ensemble des pays arabes voisins : l'état d'esprit de peuple assiégé ainsi entretenu en Israël était, non seulement le moyen de cimenter une union nationale autour des gouvernements, mais le moyen d'obtenir le soutien financier, politique et militaire des dirigeants impérialistes, en premier lieu américains. Tant pis si cela enferme le peuple israélien lui-même dans l'impasse d'une situation de guerre permanente. Tant pis si cela le sépare des peuples voisins par un fossé de haine toujours plus profond, tout en lui faisant risquer maintenant chaque jour la mort dans des attentats aveugles. Car rien ne peut vraiment empêcher ceux-ci quand la situation désespérée faite au peuple palestinien peut faire naître chaque jour dans ses rangs d'innombrables vocations de kamikazes.

### L'USURE DES DIRIGEANTS PALESTINIENS

Bien sûr, dans ce long enchaî-

nement sanglant, il y a eu la parenthèse, ou plutôt l'accalmie, des accords d'Oslo et de la mise en place de l'Autorité palestinienne. Mais les dirigeants israéliens, y compris Travailleurs, ont bien vite montré ce qu'ils en attendaient. De cette concession très provisoire, faite aux Palestiniens alors que la première Intifada durait depuis six ans, ils attendaient surtout que les dirigeants palestiniens s'engagent à mettre fin à la révolte de leur propre peuple et à faire régner l'ordre contre celui-ci. Eux n'envisageaient, en échange, aucune concession sérieuse : ni mettre fin à la colonisation des territoires, ce qui aurait impliqué de se heurter à l'extrême droite israélienne ; ni même laisser à l'Autorité palestinienne un tant soit peu de moyens d'actions politiques et économiques permettant au moins à la population palestinienne de constater une amélioration de son sort ; et encore moins, bien sûr, permettre aux dirigeants palestiniens de créer quelque chose qui ait vraiment l'apparence d'un Etat palestinien.

### SE PASSER D'ARAFAT ?

Huit ans après le début de ce prétendu « processus de paix » consistant à promettre celle-ci sans jamais la voir, l'autorité d'Arafat au sein de son propre camp est donc sans doute en grande partie usée, tandis que grandit le prestige des dirigeants et des organisa-

tions islamistes comme le Hamas. Et pour cause : ce sont d'abord les dirigeants israéliens qui ont usé cette autorité jusqu'à la corde, et certains d'entre eux, jusques et y compris Sharon, en sont peut-être au point de penser qu'ils peuvent désormais s'en passer.

Où cela les mènerait-il ? Certainement pas à la fin des attentats suicide, certainement pas à une plus grande sécurité pour la population d'Israël. Mais ce n'est pas le problème de Sharon. Pour lui cette recherche de la sécurité n'est qu'un slogan pour justifier sa politique, qui est de poursuivre la colonisation des Territoires, de faire la guerre aux Palestiniens, de les écraser encore un peu plus en espérant d'ailleurs que beaucoup finissent par partir. Cela renforce chaque jour un peu plus les islamistes et le Hamas ? Sans doute, cela Sharon le sait très bien mais visiblement peu lui importe. Il est bon d'ailleurs de rappeler que ce sont les dirigeants israéliens eux-mêmes qui ont favorisé le Hamas et les organisations islamistes à leurs débuts. Si un jour il le faut et si les conditions sont réunies, Sharon pense qu'il se trouvera bien un dirigeant islamiste qui finira par se prêter au jeu auquel s'est prêté Arafat. Jusqu'au jour où son autorité, à son tour, sera usée au profit d'un autre.

C'est une politique cynique, odieuse et sans scrupule, l'approfondissement de l'impasse sanglante où les dirigeants israéliens

ont mené leur propre peuple. Mais Sharon affirme d'autant plus cette politique qu'il sait les circonstances internationales favorables : Bush lui-même, qui après les attentats du 11 septembre avait fait mine de vouloir modérer Sharon pour ménager un peu l'opinion publique des pays arabes, en est à reconnaître ouvertement au général israélien le droit absolu de faire ce qu'il fait. Et pour cause : les dirigeants impérialistes savent que demain, pour maintenir leur domination dans cette région du monde, ils peuvent avoir besoin de l'armée israélienne, de ses moyens militaires et de ses fantassins. Et le général Sharon, l'homme de la guerre du Liban, le protecteur des massacreurs de Sabra et Chatila, avec le soutien national qu'il peut avoir en Israël, sera alors le fournisseur de cette chair à canons israélienne dont l'impérialisme peut avoir besoin.

C'est à ce rôle qu'est candidat Sharon, comme d'autres gouvernants israéliens avant lui, mais encore plus clairement si possible. Au bout de cette politique sanglante, il n'y a rien que la continuation de l'impasse, de nouveaux attentats, de nouveaux morts, de nouvelles guerres et peut-être seulement, parfois, des accords trompeurs et temporaires comme ceux d'Oslo. Si le système impérialiste mène toute l'humanité dans l'impasse, nulle part sans doute ce n'est plus visible que dans cette guerre du Proche-Orient.

André FRYs



## Lutte de Classe n°61 (novembre 2001)

**Au sommaire :**

- **Afghanistan**  
Après avoir mis le feu à la poudrière afghane, l'impérialisme menace de l'étendre à toute la région
- **Argentine**  
Une crise permanente
- **Jamaïque**  
Au bout de l'impasse nationaliste : la loi des gangs et la pauvreté
- **Guadeloupe**  
La résistible ascension d'Ibo Simon et la montée de l'extrême droite xénophobe
- **Tribune de la minorité**  
Une nouvelle guerre impérialiste

Prix : 10F  
Envoi contre 12F  
en timbres



# Palestine

## UNE POPULATION ÉTRANGLÉE ET ACCULÉE AU DÉSESPOIR

# Afghanistan

Depuis que s'est ouverte, le 27 novembre à Bonn, la conférence destinée à trouver un règlement politique à la crise afghane, les coups de théâtre n'ont cessé de succéder aux fausses annonces et aux démentis. À en juger par les innombrables revirements des uns et des autres, par communiqués ou conférences de presse interposés, on peut imaginer les maquignonnages auxquels se sont livrés les participants au cours de la semaine écoulée.

Et tout cela pour en arriver à quoi ? À un accord « de principe » qu'il reste encore à formaliser par un texte écrit. Il comporterait la mise en place d'un gouvernement intérimaire de vingt membres pour six mois, suivie (et non précédée, comme le voulait l'ONU) du déploiement d'une force multinationale de maintien de la paix. Le gouvernement intérimaire aurait alors à charge de désigner les membres d'une Loya Jirga, c'est-à-dire d'une assemblée représentative des clans traditionnels. Celle-ci élirait un gouvernement provisoire qui aurait deux ans pour rédiger la constitution de la future « République Islamique d'Afghanistan ».

Sur ce dernier terme, au moins, il ne semble y avoir eu aucune tension entre les protagonistes de Bonn. Tant qu'il s'agit d'imposer à la population la chape de plomb de l'obscurantisme, les politiciens et chefs de guerre afghans sont unanimes !

En revanche, comme l'indiquait le 3 décembre un porte-parole de l'ONU, il ne « restait plus qu'à régler la question de la composition du futur gouvernement intérimaire ». Comme s'il ne s'agissait là que d'un petit « détail », alors que tel est précisément l'enjeu du bras de fer auquel se livrent non seulement les participants à la conférence de Bonn, mais surtout leurs troupes sur le terrain, au moins pour ceux qui en ont.

### RIVALITÉS TOUS AZIMUTS

Le 4 décembre encore, malgré les multiples déclarations rassurantes de l'ONU sur l'imminence d'un accord, aucun ne semble se profiler à l'horizon. Déjà, Haji Abdul Qadir, l'unique membre pachtoune de la délégation de l'Alliance du Nord, est parti en claquant la porte, ulcéré par la place donnée à l'ex-roi Zaher Shah et à sa clique.

L'Alliance du Nord cherche à s'assurer par tous les moyens le



Des Palestiniens qui campent en signe de protestation contre le manque de logements à Jérusalem-Est.

« Deux des trois millions de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza vivent en dessous du seuil de pauvreté » écrivait récemment la correspondante en Palestine du journal israélien *Haaretz*.

Cela, bien peu de journalistes l'ont rappelé, alors qu'ils se flattent d'éclairer l'opinion sur la situation en Palestine. C'est pourtant dans l'oppression de tout un peuple – celui des Arabes palestiniens – que réside la raison principale de ce que certains nomment « spirale de la violence » : comme s'il s'agissait d'un phénomène venu de nulle part, et comme si les premières victimes de cette violence n'étaient pas les Palestiniens !

### LA SECONDE INTIFADA

Décompter les victimes de part et d'autre relève d'une sinistre arithmétique. Il n'en reste pas moins que, sur un millier de morts depuis qu'a éclaté la seconde Intifada en septembre 2000, 80 % des victimes sont palestiniennes. Et il ne peut pas en être autrement quand, aux

pierres et aux bombes artisanales des désespérés, l'État israélien oppose son armée super-équipée, de loin la plus puissante de toutes celles de la région. Et cela pour ne rien dire des provocations quotidiennes dont sont victimes les Palestiniens, en Cisjordanie et à Gaza même, de la part de colons d'extrême droite, racistes et armés jusqu'aux dents, qui savent qu'au moindre affrontement l'armée israélienne viendra à leur rescousse.

Il y a un peu plus d'un an, le leader de la droite, Sharon, avait délibérément provoqué la colère palestinienne – la seconde Intifada – en paradant sur l'Esplanade des Mosquées, dans la partie arabe de Jérusalem. Le gouvernement du travailliste Barak lui avait emboîté le pas en lançant une répression qui fit des dizaines de morts palestiniens en quelques jours. Propulsé par cette escalade guerrière, Sharon allait bientôt remplacer Barak comme Premier ministre et lançait aux militaires : « Ne parlez pas, agissez, chaque jour ».

Le résultat est là. C'est tous les jours ou presque que des Palestiniens tombent sous les balles des colons et de l'armée d'Israël, que celle-ci investit telle ou telle portion de ce qu'on appelle par dérision Territoire « autonome » de l'Autorité palestinienne. Dans ce territoire, il n'y a plus guère de ville, de village où l'on ne voie des mai-

sons calcinés, des champs labourés par les chars, des vergers aux arbres déracinés par les soldats ou les colons d'extrême droite israéliens.

### LES GHETTOS DE LA MISÈRE

Le « bouclage » répété de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne les a transformés en ghettos de plus en plus misérables dont les habitants sont à la merci des forces d'occupation.

En plus de trente ans d'occupation israélienne, nombre de paysans palestiniens ont été spoliés de leurs terres, les meilleures étant accaparées par les colonies israéliennes qui n'ont cessé, sous des gouvernements de droite comme de gauche, de s'étendre. Faute de pouvoir désormais travailler sur place, beaucoup de Palestiniens ne survivent que comme main-d'œuvre surexploitée en Israël même. Du coup, le « bouclage » des territoires palestiniens les condamne à la faim et à la misère. Quant aux rares entreprises locales, elles aussi sont étranglées : le blocus les empêche d'exporter leur production, leurs employés ne peuvent plus venir travailler, bloqués qu'ils sont aux barrages militaires israéliens qui hérissent le pourtour des zones « autonomes ».

Dès l'instauration de l'Autorité palestinienne, en 1995, et tout en faisant mine de prendre leur parti de la création à venir d'un État palestinien indépendant, les autorités israéliennes se sont employées à rendre la vie quoti-

dienne insupportable à la population. Gaza et la Cisjordanie, occupés mais jusqu'alors chacun d'un seul tenant, ont été morcelés en îlots entourés d'un « cordon sanitaire » militaire qu'il est impossible de franchir (pour aller travailler, étudier, rendre visite à des parents) sans disposer d'un « permis » soumis à l'arbitraire de l'occupant.

En quelques années de ce régime depuis les « accords de paix » d'Oslo, le niveau de vie des Palestiniens a été divisé par trois ou quatre, le chômage a frappé 60 % de la population. Et quand l'expédition de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées a déclenché la colère de ceux qui se voyaient dépouiller de tout, la violence de l'État israélien s'est déchaînée.

Mais cette violence-là n'est que l'aspect le plus visible de celle, multiforme, que subit la population palestinienne depuis des décennies, avec la bénédiction hypocrite, sinon l'aide active de puissances impérialistes qui s'appuient sur Israël pour maintenir leur ordre au Proche-Orient.

Car il faut tout de même rappeler que, depuis plus d'un demi-siècle et au fil de guerres à répétition, plusieurs millions de Palestiniens ont été chassés de chez eux et poussés à l'exil, et que ceux qui sont restés sur place ont été transformés en parias sur leur propre terre.

Pierre LAFFITTE



## La conférence de Bonn

# MAQUIGNONNAGES POUR LA PAIX... OU PRÉLUDE À UNE NOUVELLE GUERRE CIVILE

contrôle du futur portefeuille de la Guerre, dans le but évident de consolider sa supériorité militaire sur le terrain. Elle est même allée jusqu'à faire savoir qu'en échange, elle était prête à abandonner la présidence du gouvernement intérimaire au candidat de l'ex-roi Zaher Shah, Abdul Sattar Sirat – un professeur de théologie qui fut son ministre de l'Intérieur au début des années 1970. Ce qui n'est pas sans créer des remous au sein même de l'Alliance, puisque du coup, son chef historique, le leader intégriste Rabbani, qui aspirait tout naturellement à cette présidence, se trouve mis sur la touche.

Quant à savoir à laquelle des diverses composantes de l'Alliance du Nord irait ledit portefeuille de la Guerre, c'est encore une autre affaire, qui n'est pas venue encore sur la place publique. Mais à en juger

par les fusillades opposant ces derniers jours des groupes rivaux de l'Alliance à Mazar-e-Charif, on peut penser que là aussi les aspirants ne manquent pas.

Cela dit, les visées de l'Alliance du Nord sur le ministère de la Guerre ne font guère l'affaire des États-Unis ni des chefs de guerre pachtounes sur lesquels ils cherchent à s'appuyer. Les dirigeants américains ne cachent pas qu'ils souhaiteraient voir Hamid Karzaï à la présidence du gouvernement intérimaire. Karzaï est un chef de guerre pachtoun qui, aux yeux de Washington, a le double avantage de faire allégeance à l'ex-roi Zaher Shah et d'avoir un minimum de forces armées sur le terrain, qui pourraient lui permettre à la fois d'obtenir le ralliement d'une partie des forces qui soutiennent encore les tali-

bans et de faire contrepoids à l'Alliance du Nord. L'ennui c'est que Karzaï est un ennemi juré de l'Alliance du Nord et en particulier de sa composante tadjik et qu'il ne coopérera pas facilement avec ses représentants. Sans parler de l'amertume des notables pachtounes du « groupe de Peshawar », qui acceptent mal de se faire coiffer par un outsider en tant que « représentants » de l'ethnie pachtoun, simplement parce que celui-ci bénéficie du soutien des États-Unis.

### LES INGRÉDIENTS DE LA GUERRE CIVILE

Bref, on est probablement encore loin d'un accord sur la composition du futur gouvernement intérimaire. C'est d'ailleurs le même problème de répartition du pouvoir entre les diverses factions qui avait

déjà conduit l'ONU à abandonner l'idée d'un Parlement intérimaire destiné à donner un peu plus de légitimité au futur gouvernement en incluant des représentants de forces non représentées à la conférence. Non pas que les participants de Bonn étaient contre le principe, mais parce que le seul fait d'ouvrir la discussion sur la composition de ce Parlement intérimaire avait donné lieu à une telle foire d'empoigne qu'il avait fallu renoncer.

Et puis surtout, même si un accord est finalement conclu à Bonn sur la composition de ce gouvernement intérimaire, quelle sera son autorité réelle en Afghanistan ?

Il ne suffit pas de faire s'asseoir des rivaux dans un cadre solennel pour en faire des alliés, surtout quand ces rivaux se battent pour le pouvoir depuis des décennies, et toujours chacun pour son

propre compte, même si les circonstances leur ont parfois imposé certaines alliances. Et, en fin de compte, c'est le rapport des forces réelles sur le terrain qui servira d'arbitre suprême entre les factions rivales.

Ainsi sont réunis tous les ingrédients d'une nouvelle période de guerre civile plus ou moins ouverte, sauf peut-être dans Kaboul même, dont la présence d'une force multinationale suffira peut-être à faire une oasis de paix dans un pays en guerre. Quant à l'impérialisme américain, nul doute qu'il se lavera les mains de toute l'affaire en prétendant avoir fait tout ce qui était en son pouvoir, en organisant le cinéma de la conférence de Bonn, pour ramener la paix dans une guerre qu'il a lui-même créée.

François ROULEAU

## LA SALE GUERRE CONTINUE

**Pendant que, sous l'égide de l'impérialisme, les factions rivales s'étripent à Bonn pour se partager les dépouilles du régime des talibans, la guerre pour éliminer celui-ci n'est toujours pas finie sur le terrain. Et pas seulement à Kandahar, la capitale régionale du sud dont on nous annonce la chute imminente depuis des semaines.**

Après avoir nié toute responsabilité dans le bain de sang de la prison de Qala-e-Janghi, le 25 novembre, l'état-major américain a fini par admettre trente raids aériens contre les prisonniers mutinés. Le massacre aura fait plus de cinq cents victimes. Il a aussitôt entraîné de violentes émeutes au Pakistan, où le JUI, le parti intégriste pakistanais lié aux talibans, formerait ouvertement des commandos dans les camps de réfugiés afghans pour aller « venger les martyrs de Qala-e-Janghi ».

Le 30 novembre, l'aviation américaine rasait deux villages dans la région de Jalalabad, faisant 70 morts dans la popula-

tion – une région pourtant réputée « libérée » depuis deux semaines d'après les déclarations officielles. Le haut état-major américain a eu beau nier et dénoncer la propagande pro-talibans, ajoutant que ses forces dans la région ne font que donner la chasse aux hommes d'al-Qaïda, cette fois les correspondants étrangers présents dans la région ont pu prendre les galonnés en flagrant délit de mensonge. Deux jours plus tard d'ailleurs, les généraux américains reconnaissaient dans un communiqué qu'il existait encore au moins « quatre poches de résistance talibanes en dehors de Kandahar », toutes les quatre au nord du pays.

Quant à Kandahar, ce bastion des talibans n'en finit plus de tomber, malgré le bombardement permanent de l'agglomération. Non seulement les talibans ne se rendent pas et leurs alliés locaux refusent de se laisser acheter (comme tant d'autres ailleurs dans le pays) mais l'aéroport de la ville, dont la prise avait été annoncée il y a deux semaines, est en fait toujours en partie sous contrôle taliban. Qui plus est, on apprend à la faveur d'une escarmouche entre patrouilles adverses, que les talibans tiennent toujours Laskhar-Gar, une capitale provinciale

située à 136 km de Kandahar, ainsi que la route qui y mène à partir de Kandahar et l'essentiel de la région située entre cette route et la frontière pakistanaise au sud. Autant dire que Kandahar n'est même pas le « dernier » bastion des talibans.

Du côté américain, les autorités n'ont pas manqué d'avancer de bonnes excuses pour expliquer l'enlèvement de la guerre dans le sud. Selon eux, tout serait de la faute des « talibans étrangers »,

parmi lesquels, bien sûr, beaucoup seraient des hommes de Ben Laden. Évidemment, cela permet du même coup aux autorités américaines de justifier aujourd'hui tous les bombardements et demain, peut-être, toutes les atrocités – comme celles qu'ils ont fait subir aux mutins de Qala-e-Janghi.

Mais en fait, cela seul ne peut expliquer ces semaines de résistance de toute une région. Les deux mois de bombardement du pays par l'aviation américaine, les vic-

times innocentes, les destructions aveugles, et la progression de chefs de guerre ethniques connus pour leur cruauté, sont peut-être en train de redonner aux talibans, malgré tout, un certain soutien dans la population pachtoun !

Mais ni les sentiments ni les intérêts des peuples ne comptent dans les raisonnements des leaders de l'impérialisme.

F. R.

## Les marsouins pataugent dans le marais afghan

Après des semaines d'attente en Ouzbékistan, une quarantaine de soldats français de l'Infanterie de marine (des « marsouins ») ont été finalement autorisés par l'état-major américain à faire une entrée pas très glorieuse sur l'aéroport de Mazar-e-Charif. En théorie ils auront pour rôle de « sécuriser » ledit aéroport. Mais les autorités américaines n'ont même pas voulu leur confier la responsabilité de superviser la réparation des trous béants laissés par les bombes sur les pistes.

Que restera-t-il donc à faire aux quarante marsouins ? Sans doute guère plus qu'à la centaine de commandos britanniques qui se morfondent depuis quatre semaines au bord d'une piste de l'aéroport de Kaboul, sous la surveillance quasi menaçante de gardes de l'Alliance du Nord. Les leaders américains veulent bien du soutien politique des impérialismes mineurs, mais de là à leur céder une place sur le terrain, même mineure, c'est autre chose !

Bien sûr, cela n'empêchera pas

Chirac et Jospin d'y aller de leur cocorico. Ils continueront à parler du rôle « décisif » de la France dans le déploiement de l'aide humanitaire à la population afghane. Alors que dans les faits, ils n'auront fait que cautionner l'agression terroriste de Washington contre l'Afghanistan, tout en cherchant à placer leurs pions dans l'espoir de faire valoir les intérêts des trusts de l'hexagone dans le règlement politique final – si tant est qu'il ait lieu un jour.



## LES CHÔMEURS SANS GARANTIE POUR L'AVENIR

L'ensemble des organisations patronales a annoncé bruyamment qu'il y aurait bien une baisse des cotisations de l'assurance chômage au 1<sup>er</sup> janvier, les cotisations ouvrières certes, mais surtout patronales, et cela malgré les mauvais chiffres du chômage. Cette baisse des cotisations de trois milliards de francs renflouera les caisses du patronat pour environ deux milliards.

C'est la mise en application du PARE, projet conjoint du Medef et du gouvernement sur l'indemnisation chômage. Mais justement la seule chose qui a l'air de marcher dans cette affaire de nouvelle prise en charge des chômeurs est la baisse des cotisations, qui bénéficie surtout aux patrons. Rappelons que le patronat avait promis des résultats sensationnels avec

ce nouveau dispositif: les embauches allaient se multiplier, puisque plus ciblées, paraissait-il, et les chômeurs mieux formés et mieux préparés. Mais le résultat est: rien du côté des embauches comme sur la formation ou sur le reste. Au point que le gouvernement s'est trouvé obligé de faire pendant des jours de la publicité dans tous les quotidiens du pays pour vanter aux patrons les

avantages du PARE, qu'eux-mêmes avaient pourtant proposé et défendu.

Le seul avantage pour les chômeurs du PARE, entré en vigueur en juillet dernier, restait qu'ils n'avaient plus de période dégressive pour leurs allocations, puisqu'on se faisait fort de leur trouver du travail en peu de temps. Seulement aujourd'hui, même sur ce point, il y a un changement de décor. Le patronat, conformément aux règles arrêtées, annonce que si les caisses de l'Unedic sont mises à mal au premier semestre 2002, et si la pro-

chaine baisse de cotisation prévue en juillet 2002 ne pouvait se faire, il y aurait lieu de remettre en place la dégressivité des allocations chômage comme auparavant.

La non-dégressivité des allocations chômage n'est donc reconduite que pour six mois! Toute cette affaire apparaît de plus en plus comme un marché de dupes qui sera au bénéfice exclusif du patronat, sous la protection bienveillante du gouvernement.

P. S.



Lycée de Confolens (Charente)

## ÉLÈVES ET PROFESSEURS EN GRÈVE

Les élèves de la section BTS «comptabilité-gestion» du lycée de Confolens, en Charente, se sont mis en grève mercredi 28 novembre, rejoints par la totalité des élèves jeudi 29 et vendredi 30. Le personnel enseignant soutient ce mouvement et y participe. Le rectorat de Poitiers avait prévenu la semaine précédente l'administration du lycée que la décision de la suppression de cette section serait prise lors d'une réunion entre le recteur et les chefs d'établissement. La raison invoquée par le rectorat est que les effectifs des élèves de première année sont en baisse aujourd'hui ils se situent à douze élèves alors qu'ils étaient de vingt en moyenne depuis la création de la section. La raison, est donc de faire des économies, ce qui révolte tout le monde.

Jeudi 29, une manifestation des élèves à laquelle participait des enseignants a parcouru les rues de Confolens. Le lendemain, un bus de quarante personnes, moitié élèves, moitié enseignants, est parti manifester à Poitiers au rectorat.

L'indignation est d'autant plus grande que beaucoup pensent que, à terme, la survie de ce lycée de 500 élèves est en cause. Dans l'immédiat, d'autres sections vont être menacées en cas de baisse des effectifs. D'ores et déjà il est prévu de supprimer des postes d'enseignants et un poste de cuisinier à la rentrée prochaine.

Alors que le gouvernement ne cesse de parler «d'aménagement du territoire», ces mesures sont ressenties comme du mépris car ce lycée d'une petite ville située dans une zone rurale accueille un public plutôt défavorisé.

Mais les élèves et les enseignants n'ont pas l'intention de se laisser faire et restent mobilisés.

## Troisième aéroport

## LES PROTESTATIONS CONTINUENT

8000 personnes se sont rassemblées le week-end dernier à Chaulnes, dans la Somme, pour protester contre l'annonce de la construction d'un troisième aéroport dans ce secteur du Santerre. Au-delà des arrière-pensées des politiciens de droite réunis à cette occasion avec le député-maire UDF d'Amiens Gilles de Robien, il y a une émotion certaine et justifiée de la population.



Manifestation dans les rues de Chaulnes, le 1<sup>er</sup> décembre dernier.

Car c'est bien elle qui risque d'être, au bout du compte, la seule victime de toute cette opération gouvernementale à visées électorales. Il faut rappeler que l'annonce de ce troisième aéroport est ressortie du chapeau du gouvernement pour avoir l'air de satisfaire les réclamations des populations riveraines de Roissy, et accessoirement d'Orly, c'est-à-dire d'une population nombreuse, avec beaucoup d'électeurs, demandant l'assurance que les nuisances actuelles ne soient pas en augmentation dans l'avenir.

Et si les populations de la région de Chaulnes sont en colère, c'est qu'elles ont le sentiment justifié qu'on s'est servi d'elles comme dérivatif, sans les consulter préalablement, sans discuter une seconde auparavant des problèmes que cela pourrait soulever. Il avait fallu de multiples manifestations et protestations, tout de suite après cette annonce, pour que le gouvernement se penche sur le problème des conséquences, pour les petites gens de la région, de la perte brutale de toute valeur

de leur maison, acquise parfois après bien des sacrifices. Car dorénavant il est inutile de penser revendre sa maison.

Il est donc compréhensible que la colère ne soit pas retombée. Car si même les habitants du secteur avaient l'assurance d'être indemnisés... dans 20 ans, et au prix d'avant l'annonce gouvernementale, pendant tout ce temps ils sont bloqués.

Or nul ne peut dire si ce projet verra véritablement le jour en 2020. Mille choses peuvent se passer. Le gouvernement de

droite pendant les années 1990 avait bien choisi, lui aussi, un site pour ce fantôme de troisième aéroport, pour les mêmes raisons que la gauche: c'était à Beauvilliers dans l'Eure-et-Loir. Le projet qui fut finalement abandonné, avec pour seule conséquence d'avoir tout paralysé dans la région sans aucune indemnisation, puisqu'il n'y avait pas eu finalisation du projet.

L'annonce de Gayssot, le ministre des Transports, ne s'est accompagnée d'aucun crédit d'aucune sorte. Après les élections on pourrait très bien voir les vrais décideurs, la Chambre de commerce de Paris et les compagnies aériennes, dicter leur loi, puisqu'elles annoncent que Roissy pourrait encore largement augmenter son trafic. Aujourd'hui comme demain, on peut être sûr que les choix faits par les gouvernements ne le sont jamais en accord et dans le respect des populations, où qu'elles soient. A moins qu'elles ne se mobilisent pour imposer qu'il en soit autrement.

Paul SOREL



Grande Paroisse  
(AZF)  
Toulouse

# APRÈS L'EXPLOSION, LES MORTS ET LES BLESSÉS, LES MENACES SUR L'EMPLOI

L'explosion du 21 septembre à Toulouse a fait 30 morts, des milliers de blessés dont certains resteront infirmes à vie. Le dépôt des cars de la SEMVAT, quelques magasins ont été détruits et les quartiers populaires alentour ont été dévastés par le souffle. Le tiers de l'usine Grande Paroisse - AZF est détruit. À la SNPE, une des usines voisines d'AZF, les bâtiments administratifs et sociaux ont été détruits ou fortement endommagés, l'outil de production restant intact. Aujourd'hui, ce qui est en question est « l'avenir du pôle chimique ».

Une fraction importante de la population des quartiers sud de Toulouse ne veut plus être soumise au risque, ce qui est parfaitement compréhensible. Les politiciens qui dirigent la mairie (de droite) ou le Conseil général et régional (de gauche) sont partisans d'une fermeture totale ou partielle du site. Douste-Blazy, le maire de Toulouse, aurait même menacé de s'enchaîner aux grilles d'AZF si l'usine redémarrait. Ce sont pourtant eux ou leurs prédécesseurs qui ont laissé la ville se développer autour de ces usines. D'autre part, aucun de ces politiciens ne remet en cause ni la politique du pro-

fit, ni celle de TotalFinaElf et sa responsabilité dans l'explosion. Comme d'ailleurs le patron de Latécoère, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie qui, lui, est partisan du maintien d'un site chimique sécurisé et qui ajoute cyniquement que « le risque doit être circonscrit aux seules usines ».

Quant à l'intersyndicale du pôle chimique, elle réclame, elle aussi, une réouverture sous conditions, car « les salariés ne doivent pas être les boucs émissaires, la chimie est utile à notre société, on ne peut s'en passer, nous devons la maîtriser ». Certes, le problème de fond est bien celui de

la sécurité dans les usines, pas leur transfert à la campagne. Le problème, c'est le contrôle effectif de la sécurité par les travailleurs et la population sans tenir compte des impératifs de profit.

Mais pourquoi justement l'intersyndicale ne dénonce-t-elle pas les dirigeants de TotalFinaElf qui ont été capables de maîtriser leur profit à défaut de la sécurité de ses installations chimiques? Cela rend peu crédible sa volonté de voir redémarrer ici « un pôle chimique modèle ». Et finalement elle se retrouve sur la même longueur d'ondes que les dirigeants de l'usine, qui ont salué à plusieurs reprises « son sens des responsabilités ».

Quant aux dirigeants de TotalFinaElf, ils ne se prononcent pas sur l'avenir du site. Deux mois après l'explosion il serait quand même surprenant qu'un grand groupe comme Total n'ait pas d'avis sur la question. Il est vrai qu'au niveau des amonitrates (une partie de la production d'AZF qui est moins rentable que le reste) le groupe avait déjà évoqué la sup-

pression d'une des unités qui en produisaient dans le pays. Le sort ayant désigné celui de Toulouse, les dirigeants du groupe laissent la patate chaude de la responsabilité de l'avenir du site aux pouvoirs publics. Ils étaient d'ailleurs absents du « grand débat régional » organisé par le gouvernement le 30 novembre, autour du ministre de l'Environnement Cochet.

Lors de ce « grand débat » se sont exprimés les experts, les dirigeants du patronat local, le directeur d'AZF, les représentants des associations, syndicats et partis de la ville. Les salariés du site et d'AZF en particulier s'étaient rassemblés devant les portes du Palais des Congrès, car c'est aussi de l'avenir de leur emploi qu'il s'agissait.

Dans le rassemblement aussi, il y a eu des « débats », avec les « sans-fenêtres » présents, ou avec des militants de Lutte Ouvrière présents. Ces discussions, parfois animées sont restées cordiales même si les points de vue étaient opposés. D'ailleurs dans l'usine

elle-même, les dernières assemblées du personnel ont bien montré des divergences d'opinion entre celle de l'Intersyndicale, très majoritaire, et une partie des ouvriers qui préféreraient que l'objectif de la lutte porte sur les salaires et l'emploi contre les dirigeants de Total, plutôt que sur un redémarrage hypothétique ou partiel du pôle chimique qui ne garantirait ni l'un ni l'autre.

D'ailleurs le directeur de l'usine a annoncé la couleur. Pour lui et les dirigeants de Total qu'il représente, après la catastrophe, la lutte de classes continue : chômage partiel à partir du 2 janvier et un plan social en avril. Et quand il a été précisé que le chômage partiel s'entendait avec des pertes de salaires pouvant aller jusqu'à 1 500 ou 2 000 F pour les postés (du fait de la non-prise en compte des primes), la simple menace de bloquer les portes par l'Intersyndicale a suffi à faire reculer le début du chômage à février.

Correspondant LO

## LES SINISTRÉS MARQUENT UN POINT!

La détermination des sinistrés de la catastrophe d'AZF ne faiblit pas. Ils ont multiplié les délégations, les rassemblements et les manifestations, ils ont su susciter la pression médiatique, pour qu'enfin, 10 semaines après l'explosion, ils gagnent la promesse municipale d'une avance de 50% des travaux sur les fenêtres. C'est un premier pas, qui confirme à quel point ils ont eu raison de se battre, avec leur détermination et leurs objectifs.

Malgré la lassitude, les quantités de dossiers et de formulaires à remplir, les interminables coups de téléphone, et... le début du ramadan, les sinistrés ne se découragent pas et continuent à maintenir la pression sur les pouvoirs publics.

Pour les travaux, c'est encore et toujours la pagaille. Les travaux d'urgence de mise « hors d'air et hors d'eau », le fameux « provisoire durable », ont été réalisés sous la pression par des non-spécialistes et sont généralement à refaire... ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils vont être refaits.

Les entreprises ne se bousculent pas pour faire les travaux.

D'abord elles ne manquent pas de travail ailleurs. Ensuite elles n'ont aucune garantie de paiement rapide. Enfin les assurances leur demandent de travailler hors des « règles de l'art », oralement bien sûr, et elles craignent que cela risque de se retourner contre elles au moindre vice caché. Or c'est tous les jours qu'un élément de charpente s'effondre, que des fissures se révèlent. Si c'est après travaux, il y a de fortes chances que ce soit l'entreprise qui a fait les travaux qui en soit tenue responsable!

Les « politiques » multiplient les effets d'annonces, pour le communiqué, ce qui complique tout. Chaque

niveau de pouvoir tire la couverture à lui, ne trouve de l'énergie que pour défendre « son bilan », et dénoncer l'inertie des autres.

Pendant ce temps, les sinistrés survivent dans des appartements qui restent en l'état, avec du contreplaqué ou du Plexiglas qui colmatent tant bien que mal les fenêtres. Et les spécialistes du bâtiment prédisent que rien ne sera réglé avant le printemps.

Vendredi 30 novembre, le gouvernement a organisé un grand show sur l'avenir du site chimique, un débat pseudo-démocratique qui excluait de fait tous ceux qui ne savent pas

prendre la parole devant six cents personnes. En fait, c'était une collection de discours lénifiants où universitaires et élus locaux rivalisaient en langue de bois. Mais l'objectif qui consistait à noyer le poisson n'a pas été atteint: au contraire, le collectif des « sans-fenêtres » a réussi à voler la vedette au ministre Vert de l'Environnement en apportant un amoncellement de fenêtres fracassées devant le centre des congrès.

L'après-midi, Douste-Blazy, dans une conférence de presse, s'est engagé au nom de la mairie à avancer 50% du montant des devis de remplacement des

fenêtres: une « demi-fenêtre ». Il s'engouffre ainsi dans le boulevard ouvert par l'incurie du gouvernement et prend acte de la mobilisation des sinistrés. C'est évidemment un encouragement pour la lutte, cela prouve que la voie choisie était la bonne, que les pouvoirs publics peuvent faire l'avance des travaux et qu'il faut les y obliger.

L'objectif est désormais de faire craquer le gouvernement, après avoir fait craquer la mairie. Le gouvernement est plus loin, moins accessible. Mais après tout, un voyage à Paris n'est pas impossible si c'est nécessaire pour se faire entendre!

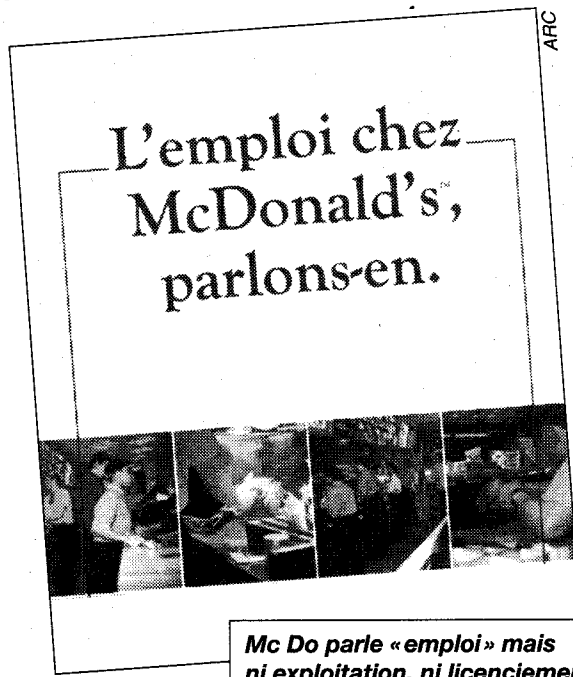
Lors de la manifestation des sinistrés, le 1<sup>er</sup> décembre.





**La grève chez McDonald's  
Paris - Strasbourg-Saint-Denis**

**McDO N'A PAS DE DOSSIER  
CONTRE CINQ EMPLOYÉS,  
MAIS IL LES LICENCIE  
QUAND MÊME!**



**Mc Do parle «emploi» mais  
ni exploitation, ni licenciements.**

Depuis quarante jours, les travailleurs du McDo de Strasbourg-Saint-Denis sont en grève et le McDo est fermé. Depuis 40 jours, les grévistes viennent tous les jours devant le restaurant distribuer des tracts, expliquer les raisons de leur mouvement, à savoir leur refus du licenciement de cinq d'entre eux à qui leur patron reproche « d'avoir commis des détournements à l'occasion d'opérations de caisse ». En réalité, il s'agit du licenciement de jeunes employés qui avaient décidé de s'organiser syndicalement et de se présenter comme candidats aux élections de délégués du personnel, pour défendre leurs conditions de travail et pour de meilleurs salaires.

Tous les samedis, les grévistes font le tour de plusieurs McDo, qu'ils bloquent pour expliquer les raisons de leur mouvement aux autres salariés de chez McDo et aux clients. À ces occasions, comme tous les jours à Strasbourg-Saint-Denis, ils rencontrent de nombreux gestes de solidarité.

Depuis plusieurs jours, la direction de McDo consacre beaucoup de temps à tenter de convaincre les journalistes que les jeunes licenciés sont des délinquants particulièrement astucieux, à l'origine d'un détournement d'un million de francs.

Mais une mauvaise nouvelle vient de tomber pour la direction. Après avoir mené son enquête, l'inspectrice du travail a refusé le licenciement d'un des cinq salariés mis en cause, après avoir relevé « l'existence d'un lien entre la procédure de licenciement engagée à son encontre et son action en faveur de la mise en place de l'élection de délé-

gués du personnel ».

Le même jour, les deux premiers à avoir reçu leur lettre de licenciement se présentaient aux référés des Prud'hommes de Paris, pour faire constater le caractère discriminatoire de leur licenciement et faire condamner McDonald's à les réintégrer.

Convoqués à 13 h, ils sont repartis à 20h30, sans avoir pu faire entendre leurs arguments, l'avocate de la direction ayant déployé un trésor d'imagination et de procédés manœuvriers pour obtenir un renvoi à la date du 19 décembre, sous prétexte qu'elle n'avait pas eu le temps de constituer un dossier complet.

« Ils n'ont pas de dossier, mais ils nous licencient ! », ont dit les jeunes employés. Ecœurés, mais pas découragés, ils sont repartis décidés à revenir aussi nombreux le 19 décembre et à se retrouver dès le lendemain devant le McDo de Strasbourg-Saint-Denis pour continuer leur lutte.

**Cliniques privées**

## LES PATRONS EMPOCHENT 1,7 MILLIARD, LES INFIRMIÈRES, ELLES, N'AURONT RIEN

À peine le gouvernement avait-il cédé aux patrons des cliniques privées une rallonge de 1,7 milliard de francs que la Fédération de l'hospitalisation privée annonçait qu'il n'y aurait pas de revalorisation salariale pour les personnels cette année.

C'est délibérément que le gouvernement Jospin a choisi de verser de nouvelles aides publiques au patronat de l'hospitalisation privée. Il savait parfaitement à quoi s'en tenir quant au prétexte, culotté, qu'invoquaient les patrons du privé : augmenter leurs infirmières. Lors des négociations, les patrons des cliniques privées n'avaient d'ailleurs même pas fait mystère de ne vouloir consacrer, disaient-ils avant d'en rabattre encore, que 600 millions aux salaires du personnel soignant, le reste, plus d'un milliard, allant... à leurs bonnes œuvres (les salaires des médecins qui, eux,

sont le plus souvent mieux payés que dans le secteur public et les investissements destinés à rendre ces cliniques encore plus profitables pour leurs actionnaires).

Le gouvernement n'a pas bronché et a allongé ce qu'on lui réclamait, comme il le fait avec n'importe quel secteur de la bourgeoisie qui tend encore et toujours la main : il n'a rien à refuser à ces gens-là car il est de leur côté et se considère à leur service.

Et quand les patrons des cliniques privées invoquent leurs « difficultés » économiques, là encore, le gouvernement se garde bien d'aller y voir de plus près. Les salaires et honoraires versés aux médecins dans ces cliniques, le fait que beaucoup se servent de l'hôpital public pour rabattre la « clientèle » vers le privé ou encore le fait que les cliniques privées refusent de prendre en charge des traitements ou interventions qu'elles ne jugent pas assez rentables, le gouvernement aurait estimé de mauvais goût d'en parler. Et plus encore de demander des

comptes à ces cliniques, et aux groupes financiers auxquels nombre d'entre elles appartiennent.

Au lieu de cela, les ministres de Jospin chargés de la Santé préfèrent invoquer la « complémentarité des deux systèmes de santé », le privé et le public, voire vanter l'« efficacité économique » du premier, en évitant de dire que le second assume toutes les missions, coûteuses, d'intérêt général : enseignement médical (telle la formation des internes, donc de ceux des médecins qui iront ensuite exercer dans le privé), recherche et innovation médicales, urgences, permanence des soins, prise en charge des malades précaires...

Rien de cela ne pèse sur les comptes des cliniques privées, en revanche elles en profitent largement. Et puisque leurs patrons peuvent sous-payer leur personnel soignant avec, en prime, la bénédiction et les largesses du gouvernement Jospin, pourquoi s'en priveraient-ils ?

P. L.

**Hôpitaux**

Parmi les innombrables problèmes concernant la santé publique et les hôpitaux, qui provoquent de nombreux mouvements de protestation des personnels hospitaliers, il y a celui des internes.

Ces médecins, ou futurs médecins, ne font certes pas partie des catégories sociales les plus à plaindre : leur avenir est souvent assuré, surtout pour ceux qui deviendront spécialistes. Il n'empêche que, durant leurs années d'internat, outre leurs études, ils sont soumis à un régime de gardes obligatoires à l'hôpital, plusieurs fois par mois, dont l'amplitude peut aller jusqu'à 36 heures d'affilée. Et cela, sans repos compensatoire dans la plupart des cas.

C'est un régime fou, et scandaleux quant à ses répercussions, non seulement pour les internes, mais aussi pour les patients de l'hôpital public. En effet, dans la plupart des services hospitaliers, les internes sont les premiers et souvent les seuls médecins auxquels les

patients ont affaire : ce sont eux qui reçoivent les malades, qui doivent établir un diagnostic, prescrire un traitement, décider de soins appropriés, éventuellement d'une intervention, assurer les urgences... Les médecins hospitaliers proprement dits, et plus encore les chefs de service, eux, n'ont pas de telles obligations. Sans parler de celles dont ils se dispensent à l'égard du

« tout venant » quand ils réservent leur disponibilité à leur clientèle privée, qu'elle vienne en consultation ou se faire hospitaliser dans l'établissement public où ils exercent.

Cela fait certes très longtemps que cela dure, mais ce n'est pas une raison pour s'en satisfaire. Qui a envie de voir sa santé dépendre d'un « toubib » n'ayant pas dormi durant 36 heures ?

## LE TRAVAIL PRÉCAIRE MÈNE AU CHÔMAGE

Dans la nouvelle flambée du chômage, près de 40 % des inscriptions à l'ANPE ont pour motif des fins de CDD ou de missions d'intérim.

Ce n'est pas vraiment une surprise : les patrons utilisent largement les contrats précaires pour pouvoir mettre sur le pavé les travailleurs sans avoir

recours aux procédures de licenciement. Ce qui ne les empêche pas de demander la suppression de toute contrainte légale pour pouvoir licencier les travailleurs non précaires.

Les patrons ont beau s'appeler « employeurs », ils se transforment bien souvent en fabricants... de chômeurs !



## A. RAYMOND FIXATIONS Saint-Egrève et Grenoble (Isère)

# LA DIRECTION VEUT NOUS FAIRE PAYER SES BAISSSES DE COMMANDES

**L'entreprise**  
**A. Raymond Fixations**  
est le leader européen  
des fixations métal-  
liques et plastiques. La  
plus grande partie de la  
production du groupe  
est destinée aux  
constructeurs automo-  
biles, en particulier  
Renault et Peugeot,  
ainsi qu'à des équipe-  
mentiers du secteur.  
C'est dans l'aggloméra-  
tion de Grenoble que  
sont situés les deux  
sites de production où  
travaillent environ 750  
personnes.

## Kiabi (Béziers)

# LA LUTTE CONTINUE

Les seize vendeuses de  
Kiabi-Béziers, qui sont en  
grève depuis le 29 septembre,  
continuent leur combat contre  
le licenciement abusif de  
l'une des leurs et pour la revalorisation de leur contrat de  
travail à temps partiel. La  
direction, au jour où nous  
écrivons, n'a rien cédé, et ne  
cesse de faire des procédures  
juridiques à l'encontre des  
salariés en grève.

Dernièrement, le tribunal  
a déclaré la grève licite mais  
pas l'occupation du parking,  
et le fait qu'ainsi la grève soit  
reconnue même par la justice  
a été ressenti comme une  
victoire. D'autant plus qu'une  
délégation des McDo, en  
grève eux aussi à Paris, est  
venue soutenir le combat des  
travailleuses de Kiabi et que  
les élections du personnel au  
sein de l'entreprise ont montré  
que, malgré la pression de la  
direction et la constitution  
d'un « syndicat » de circonstance,  
une partie du personnel  
non gréviste soutient la lutte.

Le moral est bon : la lutte  
continue.

Le 19 novembre dernier,  
la direction a fait savoir que  
ses clients de l'automobile  
anticipaient un ralentissement  
du marché automobile dans  
les mois qui viennent, et  
avaient décidé la fermeture de  
leurs usines pendant une ou  
deux semaines d'ici fin  
décembre. Du coup, ils révi-  
sent à la baisse leurs prévi-  
sions de commandes. La  
direction a d'abord réagi en  
renvoyant la quasi-totalité des  
intérimaires : leur contrat n'a  
pas été renouvelé, voire  
même a été brutalement inter-  
rompu en milieu de semaine  
pour certains, avertis parfois  
la veille au soir. Mais la direc-  
tion ne s'en tient pas là : elle  
a annoncé la fermeture de  
l'entreprise entre Noël et le  
Jour de l'an. Bien sûr, beau-  
coup d'entre nous ne se  
sauraient pas plaindre de s'arrê-  
ter quelques jours pour les  
fêtes... sauf que la direction  
prend prétexte de l'accord sur  
les 35 heures pour nous imposer  
ses propres conditions !

Signé au printemps der-  
nier par la seule CGT, majori-  
taire dans l'entreprise, cet  
accord implique, comme  
dans beaucoup d'endroits,  
annualisation du temps de  
travail et flexibilité maxi-  
mum. En fait, la direction  
compte bien s'appuyer sur les  
dispositions de l'accord pour  
fermer le site à moindres  
frais. Même si les modalités  
ne sont pas tout à fait les  
mêmes si l'on est posté ou  
journalier, globalement il  
s'agit de nous faire payer les  
frais de la baisse des com-  
mandes.

En effet, la direction a  
l'intention d'imposer aux tra-  
vailleurs postés, qui repré-  
sentent 80 % de l'effectif du  
site, de récupérer ultérieurement  
dans l'année cette  
semaine non travaillée. Les  
postés font actuellement en  
alternance une semaine de  
32 heures et une semaine de  
40 heures. Chaque jour de

repos entre Noël et le Jour de  
l'an serait ainsi récupéré plus  
tard sous forme de semaines  
supplémentaires à 40 heures  
au lieu de 32. Pour les jour-  
naliers, la direction annonce  
qu'elle prendra des jours sur  
leur cinquième semaine de  
congrés payés, comme l'ac-  
cord sur les 35 heures le pré-  
voit. Quant à ceux qui n'en  
ont plus, elle envisage de les  
mettre en congé sans solde  
ou de les faire revenir à l'usi-  
ne certains samedis, soi-  
disant pour récupérer !

À vouloir prendre sur nos  
congrés ou nous faire revenir  
le samedi, le patron a tous les  
culots. Si son carnet de com-  
mandes baisse, ce n'est pas  
la faute des travailleurs. Quand  
les cadences étaient au maximum,  
notre situation ne s'était pas améliorée ;  
aujourd'hui qu'elles dimi-  
nuent, il n'est pas question  
d'en être victimes ! Si la  
direction tient à fermer ses  
usines une semaine, qu'elle  
le fasse, mais à ses propres  
frais.

## Pauvres riches

Lors du premier vol du  
Concorde, qui était gratuit pour  
ses passagers, Spinetta, Gayssot,  
le PDG de Michelin et bien  
d'autres ont voyagé à l'œil dans  
un avion plein à ras-bord de  
leurs petits copains.

Et maintenant ? Il est quasi-  
ment vide ! Moins d'une dizai-  
ne de passagers par vol, alors  
qu'il en faudrait plus d'une qua-  
rantaine pour que chaque vol soit  
rentable.

Au moins, cela rassure de  
savoir qu'Air France, qui pleure  
misère pour obtenir des subven-  
tions du gouvernement et envoie  
balader toutes nos revendica-  
tions, a de quoi envoyer en l'air  
près d'un million et demi de  
francs tous les jours...

Extrait du bulletin Lutte  
Ouvrière Air France (Roissy)

## Beauval (Somme)

# SAINT FRÈRES CÈDE... PAS ASSEZ

**C'est contre les 98 licenciements  
à l'usine de sacs plastiques Saint  
Frères à Beauval (dans la Somme)  
que les ouvriers se sont une nouvel-  
le fois mis en grève vendredi  
30 novembre.**

Comme deux semaines  
auparavant, ils ont organisé  
une opération escargot sur  
la nationale qui passe  
devant l'usine. Les négocia-  
tions avec la direction  
ont pris fin en début  
d'après-midi. Et lorsque les  
délégués CFDT sont sortis,  
tous les ouvriers qui mani-  
festaient dans la rue se sont  
précipités à l'intérieur de la  
cour de l'usine, à proximité  
du grand feu de palettes,  
pour entendre le compte-  
rendu des syndicalistes. Là,  
les délégués ont annoncé  
les propositions de la direc-  
tion : une prime de 60 000 F  
en plus des indemnités  
légales, et 1 500 F par année  
d'ancienneté (pour un  
ouvrier ayant travaillé 20  
ans, cela fait donc environ  
130 000 F).

La direction diminue  
aussi un peu le nombre des  
licenciés (à l'origine 98 sur  
un effectif total de 267 sala-  
riés dans l'usine) ; elle pro-  
pose une quinzaine de  
reclassements dans d'autres  
ateliers de l'usine.

Le responsable de la  
CFDT a souligné que c'est  
mieux que ce qu'ont obtenu  
les salariés de Moulinex,  
et que c'est un progrès par  
rapport à ce que proposait  
la direction avant les diffé-  
rentes actions menées par  
les salariés (les seules  
indemnités légales pour les  
licenciés). C'est néanmoins  
loin de faire le compte pour  
ces travailleurs qui totali-  
sent pour la majorité  
d'entre eux plusieurs  
dizaines d'années passées  
à travailler dur en produc-  
tion pour enrichir les  
patrons.

Certains ouvriers ont  
travaillé 40 ans dans les  
usines Saint Frères. Fin  
1985, après la fermeture  
de l'usine d'Ailly-sur-  
Somme, certains avaient

dû venir travailler loin de  
chez eux à Beauval, se  
levant à 3 heures du matin  
pour faire la route, et  
enchaîner une dure jour-  
née de travail dans une  
usine de plus en plus déla-  
brée (dans certains ate-  
liers, l'eau gouttait sur les  
machines à coudre élec-  
triques), avec une disci-  
pline sévère (les pauses  
cigarette ou toilettes  
étaient chronométrées).

À présent, c'est la fer-  
meture complète de l'usi-  
ne de Beauval qui est en  
projet. La direction  
cherche un repreneur.  
Pour les salariés d'une  
cinquantaine ou même  
d'une quarantaine d'an-  
nées, cela signifie peu  
d'espoir de jamais retrou-  
ver un travail (beaucoup  
de ceux qui ont été licen-  
ciés il y a deux ans sont  
toujours au chômage et  
courent après des CES  
d'aides-ménagères par  
exemple).

Alors ce serait bien la  
moindre des choses que  
l'entreprise donne aux  
salariés licenciés suffi-  
samment d'argent pour  
leur permettre d'avoir jus-  
qu'à leur retraite un reve-  
nu égal à leur salaire  
actuel. Car il n'est pas  
juste que ce soit aux  
ouvriers de payer pour  
cette décision des patrons.  
Les actionnaires ont les  
moyens de payer : en  
moins de deux ans, la  
société UPM qui possède  
l'usine Saint Frères a  
racheté quatre entreprises  
américaines, chinoises et  
allemandes, tout en dis-  
tribuant 3,6 milliards de  
francs aux actionnaires en  
l'an 2000. C'est sur ces  
profits qu'il faut prendre  
pour assurer au moins une  
prime de licenciement  
décente à tous les salariés.



# Au musée de l'Homme à Paris

## GRÈVE POUR LE MAINTIEN ET LA RÉNOVATION DU MUSÉE

Depuis lundi 19 novembre, le musée de l'Homme à Paris est en grève totale. Le hall est occupé en permanence: les 150 employés du musée s'y relaient, qu'ils soient gardiens, restaurateurs d'objets, chercheurs, techniciens...

Cela fait des années que le musée est menacé par l'absence de crédits et par le projet du nouveau musée «des Arts premiers» prévu par Chirac. Ce musée voudrait disposer des collections ethnographiques (300 000 pièces) du premier. C'est en effet le déménagement d'une première partie des objets du musée, sans que le personnel en soit informé, qui a déclenché cette grève. Depuis, ce déménagement est bloqué et tous se mobilisent, au-delà, pour le maintien et la rénovation complète du musée. L'occupation, les manifestations, la recherche de soutiens dans les milieux scientifiques visent à ce que ce maintien et cette rénovation se fassent dans l'esprit scientifique propre au musée, alliant la conservation des collections, la recherche et la diffusion des connaissances (expositions, visites, conférences, colloques, accueil à la bibliothèque, à la photothèque, prêts d'objets à d'autres musées...). Le sort du personnel est aussi au centre de la grève: si



les employés fonctionnaires seront reclassés, les cinquante contractuels sont menacés d'être licenciés, alors que certains travaillent là depuis dix ans.

Puisque les Mitterrand, Giscard et autres Pompidou ont les leurs, Chirac veut aussi son musée, tout nouveau sorti de terre, quai Branly sur les bords de Seine. Mais pour ce musée des Arts premiers, il a besoin d'objets d'art qu'il faut extraire des collections d'ethnologie du musée de l'Homme. Le reste sera entreposé dans des hangars, et plus question que cela reste disponible pour les chercheurs...

Les grévistes n'opposent pas les deux musées mais ils n'ont aucune assurance sur le leur, le

musée de l'Homme, dont le sort semble suspendu, alors qu'ils estiment qu'il remplit un rôle unique, différent d'un musée d'art, et doit être considéré comme complémentaire. Un milliard et demi de francs ont été prévus pour la construction, 150 millions pour l'acquisition d'objets pour le nouveau musée, mais rien, aucun crédit n'est prévu pour le musée de l'Homme...

La nouvelle loi sur les musées, qui vient d'être votée au Parlement en procédure d'urgence aussi bien par les députés de la droite que par ceux du Parti Socialiste, confirme aussi les grévistes dans leur inquiétude: les objets classés dans les musées pourront être «déclassés» puis vendus. Derrière

cela se dessinent des opérations commerciales. Bien sûr, celles-ci se feront sous l'autorité d'une commission. Mais quand on sait comment fonctionnent les commissions de l'Etat, à quelles pressions elles peuvent être soumises, on comprend que les grévistes s'en inquiètent.

L'opération de prestige de Chirac peut aussi se doubler d'une opération immobilière: si les locaux de l'actuel musée de l'Homme étaient libérés, le site, juste en face de la Tour Eiffel et au bord de la Seine, pourrait permettre de juteuses affaires; mais ce ne serait ni pour la science ni pour la culture mais une vente au plus offrant... et pour gagner gros!

### LES ARTS PREMIERS: APRÈS LA NÉGATION, L'OBJET DE PROFITS

Après la transformation de continents entiers en colonies des puissances européennes, la négation des civilisations conquises, jusqu'à la destruction et l'extermination de peuples entiers, les dignes successeurs de ce colonialisme ont trouvé aujourd'hui le moyen de se faire de l'argent avec les objets de ces mêmes civilisations, en quelque sorte «rescapés» dans des musées comme celui du musée de l'Homme. Ces objets deviennent des marchandises sur un marché spéculatif et peuvent être vendus parfois très cher. Car, par un effet de mode, ils sont transformés, aujourd'hui, en objets d'art. Puis, comme tout objet d'art, ils constituent un moyen de placer son argent pour en rapporter encore plus, en spéculant. Car certains des bourgeois amateurs «d'art premier» estiment que ces objets de civilisations perdues peuvent bien sûr embellir leurs maisons, mais aussi être revendus demain bien plus cher encore.

Alors, collectionneurs ou spéculateurs lorgnent sur le magot du musée de l'Homme. Et le déménagement des collections du musée apparaît aux grévistes comme le prélude inadmissible à cette opération commerciale et spéculative.

Annie DESCHAMPS

## Inspection académique de Nanterre

### EN GRÈVE CONTRE L'ARTT, LA FLEXIBILITÉ ET L'ANNUALISATION

La journée de grève et de manifestation du mardi 27 novembre a été une réussite à l'Inspection académique des Hauts-de-Seine.

Une bonne partie des bureaux était vide et nous étions nombreux et déterminés à la manifestation à Paris devant le ministère. Slogans, chansons ont ponctué le défilé et nous étions contents d'avoir été rejoints par des collègues venus de province, parfois de très loin.

Nous avons été plusieurs milliers à dénoncer la remise en cause des congés, des horaires, les 1 600 heures, l'annualisation et la flexibilité. Au ministère, une délégation qui avait demandé à être reçue n'a pu l'être.

Les deux jours qui suivirent, les discussions ont été bon train. Une petite minorité a défendu l'idée qu'il fallait maintenant passer à une autre étape dans la mobilisation pour pouvoir modifier le rapport des forces face à un ministère qui prétend que tout est en quelque sorte joué. En fait, même si un certain nombre d'organisations syndicales ont signé le document dit de «cadre national», ce qui n'aide pas au développement du mouvement, de plus en plus d'adhérents et de militants commencent à réaliser, avec leurs collègues, que

l'ARTT va aboutir à une remise en cause de leurs acquis.

Vendredi 30 novembre, une nouvelle assemblée s'est tenue et 35 collègues ont voté la grève reconductible à partir de midi. Un comité de grève de huit personnes a été élu, intégrant militants CGT et FO et des non-syndiqués. Dans l'après-midi, nous sommes passés dans les étages discuter avec les collègues qui n'étaient pas venus à l'assemblée du matin d'autant que nombre d'entre eux sont de cœur avec nous même s'ils hésitent à se mettre en grève.

Lundi 3 décembre à 9 h 30, une nouvelle assemblée un peu plus importante s'est tenue dans le hall du centre administratif où se trouve l'inspection académique. Là, nous avons rejoint des collègues de la préfecture, eux aussi en grève contre l'ap-

plication de l'ARTT. Après avoir reconduit la grève, nous nous sommes rendus à midi à l'université Paris-X rencontrer nos collègues ATOSS concernés par le même dispositif. Le lendemain, la grève a de nouveau été reconduite mais par un plus petit nombre de grévistes.

La minorité qui reste en grève parie sur le fait que le mouvement s'amplifie à l'échelle nationale. D'ailleurs, nous nous sommes rendus à l'assemblée générale des personnels de l'université Paris-X expliquer notre grève et inciter les collègues à se joindre à nous.

Le même jour se tenait aussi une assemblée générale au rectorat de Versailles, et la grève se poursuit à l'inspection académique du Val-d'Oise. Les prochains jours seront donc décisifs.



Victor  
Serge

## Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947)

Ce livre d'un millier de pages contient une sélection de textes et d'écrits politiques de Victor Serge, pour certains introuvables depuis des années ou jamais publiés en français, couvrant entre autres la période de la révolution russe et de sa dégénérescence stalinienne. À travers ces pages, le lecteur suit le parcours politique de Serge, depuis sa jeunesse d'anarchiste, gagné à la politique de Lénine et de Trotsky, puis ébranlé dans ses convictions par le stalinisme jusqu'à remettre en cause la capacité de la classe ouvrière à offrir une perspective communiste à l'humanité.

Serge, né en Belgique en 1890 dans une famille russe émigrée politique, fut très tôt indigné par l'injustice et surtout l'immense hypocrisie de la société en place. Il rejoignit la jeunesse socialiste du Parti ouvrier belge, dont il se détourna rapidement, écœuré par l'opportunisme naissant de ce parti, trop soumis aux règles du parlementarisme. Installé à Paris, il fréquenta le courant individualiste du mouvement anarchiste, dont certains finirent par

somber dans le banditisme pur et simple. Refusant de se désolidariser de ses compagnons, Serge fut alors condamné à cinq ans de prison qu'il fit intégralement. Libéré en 1917, il partit pour Barcelone où se réveillait le mouvement ouvrier espagnol. Puis, au début de 1919, il réussissait à rejoindre la Russie révolutionnaire.

Serge rejoignit alors les bolcheviks « parce qu'ils accomplissaient tenacement, sans découragement, avec une ardeur magnifique, avec une passion réfléchie, la nécessité même, prenant sur eux toutes les responsabilités et toutes les initiatives ». Tout au long de la guerre civile, avec conviction, enthousiasme, Serge collabora aux éditions et à la presse de l'Internationale communiste.

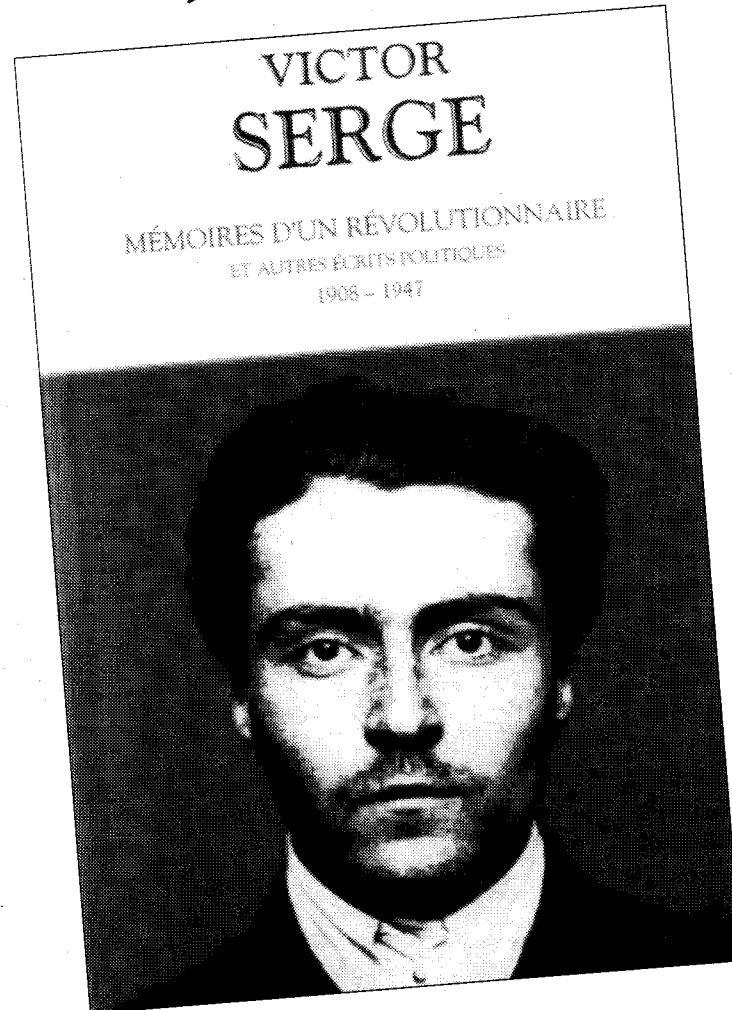
La fin de la guerre civile et le maintien de la révolution furent finalement acquis, mais à quel prix : une économie détruite, ruinée, une classe ouvrière exténuée, les cadres révolutionnaires décimés. Rejoignant le combat de l'Opposition de gauche mené par Trotsky, Serge fit face à la montée en puissance de la bureaucratie et à la mise en place de la dictature personnelle de Staline. Il fut comme tant d'autres exclu du parti, arrêté, déporté ; et il fallut une campagne internationale, menée par des intellectuels et des syndicalistes, pour obtenir sa libération en 1936 et... son expulsion d'URSS. Il mena alors le combat pour défendre à son tour les

oppositionnels communistes, internés en Union soviétique, et pour dénoncer les mensonges des procès de Moscou et les coups portés par Staline à la révolution espagnole avec la complicité des partis socialistes.

Dans cette période, Serge s'éloigna de Trotsky et de sa politique. Formé par l'anarchisme, il était enclin à expliquer le stalinisme par le prétendu autoritarisme du parti bolchevik et surtout à identifier à du sectarisme les critiques adressées par Trotsky au POUM espagnol, dont la politique avait pesé dans l'échec de la révolution espagnole de 1936-1937.

Ces événements, mais aussi tant d'autres vécus par un militant qui participa activement aux combats de la classe ouvrière, sont relatés par Victor Serge dans son livre *Mémoires d'un révolutionnaire*, regroupé ici avec d'autres œuvres.

Ce volume contient également différents articles de Serge, datant de diverses périodes, comme *La Ville en danger* ou *Lénine 1917*, plaidoyer en faveur de la révolution russe et de la politique de Lénine et de Trotsky, de la nécessité d'un pouvoir révolutionnaire déterminé et fort, de la dictature du prolétariat. Dans *Vie des révolutionnaires*, texte court et particulièrement émouvant, Serge rapporte le combat de militants révolutionnaires russes dont le nom a disparu des mémoires mais qui contribuèrent à l'organisation



du mouvement ouvrier. Dans *Destin d'une révolution*, texte qui date lui de 1937, Serge illustre l'analyse du stalinisme que Trotsky développa dans *La révolution trahie*, en décrivant ce que l'URSS devint sous Staline.

Victor Serge affirma toute sa vie sa conviction de la nécessité d'un avenir socialiste de l'humanité, même s'il ne fut pas épargné par la vague de démoralisation que le stalinisme engendra. Ses derniers

écrits, publiés ici, en témoignent. Mais il n'empêche : c'est la flamme révolutionnaire qui court à travers les écrits de Victor Serge et qui les rend riches d'enseignements pour les combats futurs.

Alain VALLER

*Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947) de Victor Serge, Editions Bouquins, Robert Laffont, 1050 pages, 199 francs.*

## La Constance du jardinier de John Le Carré

Un univers de diplomates et d'espions, de coups tordus et de ténébreuses affaires... Tel est le monde décrit par John Le Carré. Et pour cause, il a été pendant plusieurs années, après la Deuxième Guerre mondiale, agent secret au service de l'empire britannique et décrit donc un univers qu'il a connu de près.

Voilà donc dans ce dernier roman l'ambassade britannique de Nairobi au Kenya, son petit monde de mesquineries, les rivalités intestines face à l'assassinat de la femme de l'un des diplomates : une avocate qui s'était engagée dans la dénon-

ciation des agissements criminels d'une multinationale pharmaceutique. Tout porte à croire qu'elle en a été la victime.

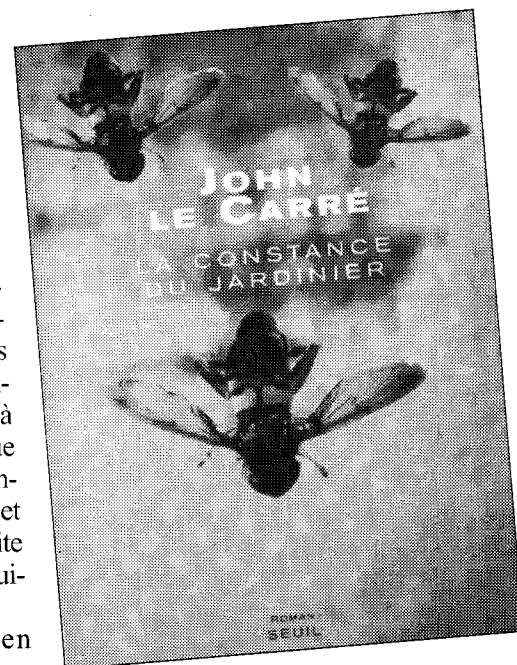
Son mari, diplomate bon teint plus au moins au rancart, plus passionné de jardinage que de son métier, mène seul l'enquête

et découvre peu à peu les divers mécanismes qui ont abouti au meurtre de sa femme. Il prend conscience de cet univers du « dieu, profit » où un trust triche sur les résultats des expérimentations d'un nouveau médicament pour la tuberculose qu'il teste en Afrique, calculant les retombées financières dans les pays aux consommateurs solvables. Le même trust entretient des agents très spéciaux, parfois tueurs à gages, faisant disparaître les témoins gênants, achète les hommes politiques, les hauts fonctionnaires des ambassades, flatte les scientifiques pour s'en servir comme l'exigent ses intérêts...

La constance du jardinier-diplomate l'amène aussi dans son enquête à visiter une « base humanitaire » chargée de larguer des vivres aux populations menacées de famine et de les répartir. Des « humanitaires » aux volontés disparates sont confrontés, impuissants, à l'océan de misère que crée le monde occidental dont ils viennent, et qui grossit bien plus vite qu'ils ne peuvent l'épuiser.

Une fiction bien sûr... qui permet cependant d'imaginer ce qu'est la réalité.

Annie DESCHAMPS



*La Constance du jardinier de John Le Carré, éditions du Seuil, 147,55 francs.*



États-  
Unis

# LA FAILLITE DU GROUPE ENRON... ET LA DÉMENCE DU SYSTÈME CAPITALISTE

**Dimanche 2 décembre, la société Enron s'est placée sous la protection du « chapitre 11 », équivalent nord-américain de la procédure de redressement judiciaire, une formule qui lui permet de poursuivre ses activités tout en cherchant un compromis avec ses créanciers. Ses dettes représenteraient un total de 235 milliards de francs, une somme inférieure à la somme en jeu lors de la faillite des caisses d'épargne américaines de 1990, mais qui ne concerne qu'une seule entreprise contre quelque 500 caisses d'épargne à l'époque.**

L'entreprise texane Enron jouait un rôle d'intermédiaire, ce qu'on appelle aux États-Unis une « compagnie marketing », entreprise de courtage qui ne produit ni ne distribue aucun produit, mais en achète pour en revendre en prélevant sa dîme au passage, activité parasitaire par excellence. Sa spécialité initiale était l'achat et la revente d'électricité et de gaz naturel. Elle y avait ajouté des activités spéculatives sur les marchés financiers, des activités d'assureurs, du négoce de bois, de la fourniture d'eau et, comme beaucoup d'autres, s'était lancée dans la télécommunication et internet.

Avec la dérégulation de l'électricité amorcée en Californie, qui a entraîné toute une spéculation sur le prix de l'électricité, les résultats d'Enron avaient crevé le plafond. Entre 1997 et 2000, ses profits avaient triplé. Les prix de l'électricité atteignant des montants phénoménaux, Enron avait réussi à décoller pour devenir la septième plus importante entreprise de l'ensemble des États-Unis et le leader mondial du négoce d'électricité. Son PDG, Kenneth Lay, considéré depuis deux décennies comme un « messie » de l'énergie, proche de la famille Bush, s'était accordé l'équivalent de 53 millions de francs de prime en 2000, contre « seulement » 30 millions l'année d'avant. Une partie de ces sommes avaient servi à financer la campagne

de l'actuel président des États-Unis.

C'est l'annonce d'un déficit de près de 5 milliards de dollars, le 16 octobre dernier, déficit produit par des opérations financières douteuses, qui a entraîné la chute de l'action Enron à la Bourse de New York. En un an, elle est passée d'environ 635 francs à moins de 2 francs !

Tandis qu'Enron se livre à une bataille de chiffonniers avec son concurrent Dynergy qui avait envisagé de la racheter, ce qui aurait permis aux actionnaires d'Enron de tirer leur épingle du jeu si Dynergy ne s'était pas finalement désisté, d'autres entreprises sont intéressées par la reprise de certaines activités d'Enron dont elles espèrent pouvoir tirer encore des profits. EDF et le groupe Suez sont sur les rangs. Mais, d'ores et déjà, ce sont les employés d'Enron qui payent la casse. Des milliers de licenciements sont à l'ordre du jour aux États-Unis et, déjà, les 5 000 salariés d'Enron employés en Europe sont placés sous contrôle judiciaire depuis le 29 novembre.

D'autres menaces se profilent derrière cette faillite. Enron approvisionnait ses clients en énergie, en bois, en papier et en eau et les assurait des risques de variation des prix. Enron alimentait des usines sidérurgiques, des producteurs de verre, des centres commerciaux, des collectivités locales ou des journaux, dont le prestigieux *New York Times*, à qui Enron

garantissait un prix stable pour son papier. Toutes ces entreprises vont devoir, au mieux, se réorganiser. Au pire, elles vont vivre à leur tour des difficultés. Le secteur des assurances est touché également. Celles qui garantissaient les opérations d'Enron risquent de perdre 15 milliards de francs. Des banques avaient prêté des milliards à Enron sans trop y regarder. Pour elles, le risque de perte grimpe à 150 milliards de francs, avec l'éventualité de ne pas revoir la couleur de 20 à 40 % de leurs créances.

Enfin, cerise sur le gâteau, la crédibilité de Wall Street est mise en cause. Des opérations financières mal contrôlées auraient dissimulé des opérations illégales. Le fameux cabinet de consultants Arthur Andersen, qui avait approuvé les comptes d'Enron l'an dernier, fait maintenant l'objet d'une enquête de l'équivalent américain de la COB, la commission SEC

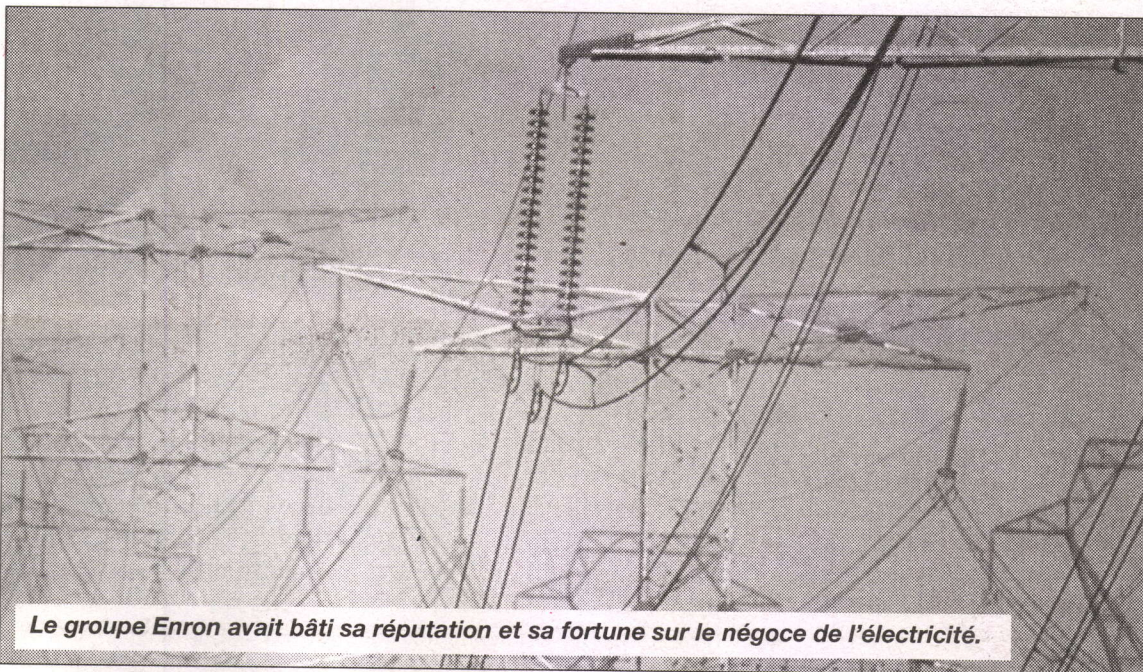
chargée de gendarmiser les échanges sur le marché américain. Il se pourrait en effet que la faillite annoncée soit plus importante en fait, car les dirigeants d'Enron sont soupçonnés d'avoir dissimulé des pertes et des dettes. On évoque aussi des rémunérations, sous la forme de services gratuits, dont auraient profité des hauts cadres de la part de filiales du groupe.

Etant donné l'opacité de cette firme, un mode de fonctionnement pourtant traditionnel dans la vie des entreprises et pas seulement aux États-Unis, la Maison-Blanche, comme pour se prémunir, a tenu à rappeler que l'actuel vice-président des États-Unis Dick Cheney, le secrétaire aux Armées Thomas White, lui-même ancien dirigeant d'Enron, et le conseiller Karl Rove, avaient vendu leurs actions Enron au début de l'année pour ne pas être accusés de favo-

riser cette firme. Vente effectuée avant la faillite, donc. Heureuse coïncidence.

La faillite d'Enron constitue en tout cas une illustration, à l'échelle d'une seule entreprise, mais de taille, de ce que le système capitaliste peut entraîner lorsqu'il tombe en faillite. L'écroulement du château de cartes bâti sur la spéculation financière peut très vite déboucher sur des licenciements massifs du personnel des entreprises concernées, voire paralyser les échanges de produits, non plus spéculatifs mais bien réels, au risque de priver l'ensemble de la population des services les plus indispensables, fourniture d'eau, d'énergie, etc. Et la démence furieuse du système capitaliste en crise ne laisse d'autre solution que de l'abattre.

Jacques FONTENOY



Le groupe Enron avait bâti sa réputation et sa fortune sur le négoce de l'électricité.

Danemark

## LA POUSSÉE À DROITE ET LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

**Les élections législatives qui ont eu lieu le 20 novembre au Danemark se sont traduites par une importante progression de la droite et de l'extrême droite.**

Le Parti Social-Démocrate qui dirigeait le gouvernement depuis 1993 passe de 35,9 % des voix à 29,1 %. Et, pour la première fois depuis 1924, il n'est plus le premier parti du pays. De son côté le parti de droite des Libéraux progresse, passant de 7,3 % à 31,3 %, et son dirigeant Anders Fogh Rasmussen va prendre les rênes gouvernementales.

Cette poussée se double d'une progression de l'extrême droite qui, dans son ensemble, augmente ses voix de 2,8 %. Son principal représentant, le Parti Populaire Danois atteint 12 % des voix. La campagne électorale a été dominée par des thèmes nationalistes et xénophobes. Le futur Premier ministre a ainsi proposé la création d'un ministère des Étrangers, qui aurait pour but, entre autres, de réduire le nombre de mariages d'immigrés avec des ressortissants de leur pays d'origine, et donc de limiter le regroupement familial. Le Parti Populaire Danois propose, de son côté, de renvoyer les travailleurs immigrés chez eux.

Mais le Premier ministre social-démocrate ne s'est pas démarqué. Il a proposé, pour sa part, d'interdire la pratique du culte musulman sur les lieux de travail afin, disait-il, de préserver la « morale danoise du travail » !

La montée des idées xénophobes dans ce petit pays de 5,5 millions d'habitants et qui ne compte pas plus d'immigrés que bien d'autres pays d'Europe (environ 7 % de la population totale) est liée, avant tout, à la dégradation de la situation économique. La social-démocratie, depuis neuf ans qu'elle était au pouvoir, porte une lourde responsabilité. Elle a œuvré pour liquider les « acquis » de la période précédente qui assuraient

à la classe ouvrière un niveau de vie un peu supérieur à ce qu'il était dans bien d'autres pays. Cela a évidemment contribué à discréditer, en même temps que la social-démocratie au gouvernement, les idées de gauche en général.

Il faut dire aussi, malheureusement, que bien des militants syndicaux comme d'extrême gauche (réunis pour l'essentiel dans la coalition électorale « Liste d'Unité » qui a recueilli 2,4 % des voix, en recul de 0,3 %) n'ont rien fait pour proposer aux travailleurs la perspective d'un combat de classe contre la bourgeoisie danoise et les politiciens à son service. Depuis plus de dix ans, une

grande partie de leur activité a été consacrée au combat « anti-européen ». Ils ont, en particulier, présenté le fait que le Danemark ait, à plusieurs reprises, refusé par référendum d'abandonner sa monnaie nationale au profit de l'euro... comme une grande victoire pour les couches populaires. Il n'en était évidemment rien. D'autant que ces thèmes étaient aussi ceux des forces chauvines et réactionnaires. Et ce sont ces idées-là qui ont aidé aujourd'hui au succès de ces mêmes forces, les plus à droite de l'échiquier politique.

Henri MARNIER